



N° 2830

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 25 janvier 2006

RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

PAR LA DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
POUR L'UNION EUROPÉENNE (1),

*sur des textes soumis à l'Assemblée nationale
en application de l'article 88-4 de la Constitution
du 20 décembre 2005 au 19 janvier 2006
(n^{os} E 3040, E 3041, E 3045, E 3046, E 3048, E 3051,
E 3052, E 3054, E 3061 et E 3068)
et sur les textes n^{os} E 2461, E 2857, E 2986, E 3034 et E 3036*

ET PRÉSENTÉ

PAR M. PIERRE LEQUILLER,

Député.

(1) La composition de cette Délégation figure au verso de la présente page.

La Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne est composée de : M. Pierre Lequiller, président ; MM. Jean-Pierre Abelin, René André, Mme Elisabeth Guigou, M. Christian Philip, vice-présidents ; MM. François Guillaume, Jean-Claude Lefort, secrétaires ; MM. Alfred Almont, François Calvet, Mme Anne-Marie Comparini, MM. Bernard Deflesselles, Michel Delebarre, Bernard Derosier, Nicolas Dupont-Aignan, Jacques Floch, Pierre Forgues, Mme Arlette Franco, MM. Daniel Garrigue, Michel Herbillon, Marc Laffineur, Jérôme Lambert, Edouard Landrain, Robert Lecou, Pierre Lellouche, Guy Lengagne, Louis-Joseph Manscour, Thierry Mariani, Philippe-Armand Martin, Jacques Myard, Christian Paul, Didier Quentin, André Schneider, Jean-Marie Sermier, Mme Irène Tharin, MM. René-Paul Victoria, Gérard Voisin.

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 5 |
| EXAMEN DES TEXTES SOUMIS A L'ASSEMBLEE NATIONALE | 7 |
| I - Commerce extérieur..... | 13 |
| II - Espace de liberté, de sécurité et de justice..... | 27 |
| III - Questions budgétaires et fiscales..... | 33 |
| IV - PESC et relations extérieures | 39 |
| V - Santé..... | 57 |
| VI -Questions diverses | 61 |
| ANNEXES | 75 |
| Annexe n° 1 : Bilan de l'examen des textes soumis à l'Assemblée nationale depuis le 19 juin 2002..... | 77 |
| Annexe n° 2 : Liste des textes adoptés définitivement ou retirés postérieurement à leur transmission à l'Assemblée nationale..... | 85 |

Annexe n° 3 : Liste des textes restant en discussion 91

**Annexe n° 4 : Echange de lettres concernant les textes ayant fait
l'objet d'un accord tacite de l'Assemblée nationale 175**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa réunion du 25 janvier 2006, la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne a examiné quinze propositions ou projets d'actes européens qui lui ont été transmis par le Gouvernement au titre de l'article 88-4 de la Constitution. Ces textes touchent au commerce extérieur, à l'espace de liberté, de sécurité et de justice, aux questions budgétaires et fiscales, à la PESC et aux relations extérieures, à la santé ainsi qu'à certaines questions diverses.

On trouvera ci-après, pour chaque document, une fiche d'analyse présentant le contenu de la proposition de la Commission européenne ou de l'initiative d'un ou de plusieurs Etats membres et la position prise par la Délégation.

Ces documents ont été présentés par le Président Pierre Lequiller.

**EXAMEN DES TEXTES SOUMIS
A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

SOMMAIRE DES TEXTES EXAMINES

| | Pages |
|--------|--|
| E 2461 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets.... 63 |
| E 2857 | Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant la mise en oeuvre et la poursuite du programme Périclès pour la protection de l'euro contre le faux monnayage. Proposition de décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme <i>Périclès</i>). Proposition de décision du Conseil élargissant aux Etats membres non participants l'application de la décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme <i>Périclès</i>)..... 29 |
| E 2986 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques 65 |
| E 3034 | Livre vert « <i>Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique : une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques</i> » 59 |

| | | |
|--------|---|----|
| E 3036 | Proposition de décision du Conseil modifiant les décisions 98/161/CE, 2004/228/CE et 2004/295/CE en ce qui concerne la prorogation des mesures visant à lutter contre la fraude à la TVA dans le secteur des déchets..... | 35 |
| E 3040 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil en ce qui concerne la transmission des données de comptabilité nationale..... | 37 |
| E 3041 | Proposition de règlement du Conseil portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles (version codifiée) | 69 |
| E 3045 | Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'Australie. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun..... | 25 |
| E 3046 | Projet de position commune du Conseil 2005/.../PESC renouvelant et complétant les mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire | 41 |
| E 3048 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités | |

| | | |
|--------|---|----|
| | d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 | 71 |
| E 3051 | Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce du vin annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part..... | 15 |
| E 3052 | Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part | 15 |
| E 3054 | Projet de position commune du Conseil 2006/.../PESC du ... renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Liberia | 47 |
| E 3061 | Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République unie de Tanzanie concernant la pêche dans la zone de pêche de la Tanzanie..... | 73 |
| E 3068 | Projet de position commune du Conseil renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe..... | 53 |

I - COMMERCE EXTERIEUR

| | Pages | |
|--------|---|----|
| E 3051 | Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce du vin annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part..... | 15 |
| E 3052 | Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part..... | 15 |
| E 3045 | Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'Australie. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun..... | 25 |

DOCUMENT E 3051

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL

relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce du vin annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats

COM (05) 660 final du 12 décembre 2005

DOCUMENT E 3052

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce des boissons spiritueuses et boissons aromatisées annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part

SEC (05) 1240 final du 21 décembre 2005

Ces deux propositions, prévues pour adoption le 30 janvier prochain, visent à modifier les accords sur le commerce du vin et des spiritueux entre la Communauté européenne et le Chili, conclus en 2002, afin de mettre un terme à l'usurpation, par les producteurs de ce pays, d'indications géographiques communautaires.

La disposition principale du compromis négocié avec le Chili prévoit que **celui-ci devra, dans un délai de douze ans pour le marché intérieur et de cinq ans à l'export, déclenché rétroactivement à compter du 1^{er} février 2003, éliminer quatre marques « usurpatrices »**, soit le *Cognac Juanico*, le *Coña Col*, le

Gran Coñac et la *Grappa San Remo*. La cessation complète et définitive de ces usurpations interviendra donc le 1^{er} février 2015.

Le Chili sera par ailleurs **autorisé à utiliser, pour une durée limitée, 37 marques constitutives d'usurpations, mais pour le seul marché domestique**. Cette autorisation, qui concerne notamment des marques nommées *Armagnac* ou *Calvados*, vaut **jusqu'au 1^{er} février 2015, date à laquelle ces dénominations devront être également éliminées**⁽¹⁾.

La Délégation se félicite de la négociation de cet accord : celui-ci répond aux intérêts de nos producteurs ; de ce fait, il est soutenu par les autorités françaises.

Mais ce résultat positif ne peut que renforcer sa déception à l'égard de l'issue des négociations concernant la conclusion de l'accord sur le commerce du vin entre l'Europe et les Etats-Unis.

Le Conseil « Agriculture » du 20 décembre 2005 a approuvé la conclusion de cet accord, qui, après vingt ans de négociations, a été finalisé dans un contexte inégalitaire, en raison des menaces, tant commerciales que juridiques, brandies par les Etats-Unis.

Or celui-ci marque un recul par rapport aux autres accords viticoles conclus par l'Europe, dont l'un des objectifs centraux est l'élimination des usurpations pratiquées dans les producteurs de pays tiers, comme l'illustre, aujourd'hui, l'accord négocié avec le Chili. En effet, quand bien même certains accords initiaux ne fixent pas de date précise pour le retrait des usurpations, ils en posent le principe, qui est mis en œuvre au cours d'une phase ultérieure de discussions.

A cet égard, l'accord avec les Etats-Unis marque un précédent inquiétant. D'une part, l'Europe a approuvé un texte qui, par une

⁽¹⁾ *Coñac Mabile* ; *Coñac Basin - Pasquier* ; *Coñac Casino, Camar* ; *Coñac Mendoza* ; *Coñac Cepa de Oro Traverso* ; *Coñac Black Mont* ; *Coñac Lomas de Bella Vista* ; *Gran Coñac Rucalban*, *Coñac Jormus* ; *Coñac El Lagar de Los Lagos* ; *Coñac Riobar* ; *Coñac Mirador* ; *Coñac Tres Aguilas, Fray Francisco* ; *Coñac Subercaseaux, 96, Blanc 96* ; *Coñac El Gaitero* ; *Coñac 103, Tres Palos Cruzados* ; *Coñac Quinta Normal* ; *Coñac Mónaco* ; *Coñac Ponce de León* ; *Coñac Adasme* ; *Coñac Monte Grande* ; *Coñac Casa Dieguez, Saint Pierre du Roi* ; *Coñac d'Cuza* ; *Coñac Trianero* ; *Calvados Quinta Normal* ; *Armagnac Quinta Normal* ; *Grappa Mabile* ; *Grapa Casino* ; *Grapa Ivren* ; *Grapa Lomas de Bellavista* ; *Grapa Rucalban* ; *Grapa Valle del Sur* ; *Grapa Tres Pinos* ; *Grapa Riobar* ; *Grapa el Gaitero* ; *Grapa Sol Andino, Uvita* ; *Grapa Monte Grande*.

« clause du grand-père » tacite, reconnaît, *a priori* définitivement, les usurpations de dix-sept de ses appellations, comme le Champagne ou le Bourgogne, par les producteurs des Etats-Unis.

D'autre part, la récupération exclusive de ces dénominations par l'Europe n'est nulle part mentionnée comme étant un objectif de la seconde phase des négociations, laquelle ne devra pas excéder deux ans.

Notre Délégation s'est émue du contenu déséquilibré de cet accord et a adopté, à ce sujet, le 22 novembre 2005, sur le rapport de M. Philippe-Armand Martin, **une proposition de résolution, définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 17 décembre dernier** (TA n° 524).

Le point cinq de ce texte demande que la seconde phase de négociation avec les Etats-Unis, prévue par l'accord, obéisse à plusieurs conditions, dont « *l'obtention d'un engagement précis et contraignant (de ce pays) à renoncer, à l'issue d'une période égale à celle généralement fixée pour ce faire dans les accords bilatéraux et sans versement d'indemnités, à l'usage de l'ensemble des appellations protégées et mentions traditionnelles européennes, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation* ».

Le même jour, la Délégation chargeait son Président d'écrire au ministre de l'agriculture et de la pêche et à la ministre déléguée au commerce extérieur, pour leur faire part de ses réserves. On trouvera, en annexe, la copie des réponses des ministres.

Il y a lieu de noter que **la Commission européenne a accepté, le 5 décembre 2005, d'adopter un projet de déclaration demandant la suppression progressive de l'usurpation des dix-sept dénominations** actuellement considérées comme des semi-génériques aux Etats-Unis, **qui lui a été transmis par le gouvernement français et s'inspire, en partie, de la résolution de l'Assemblée.**

Déclaration de la Commission sur l'accord vin avec les Etats-Unis

Conformément aux Conclusions du Conseil du 23 octobre 2000 relatives aux négociations des accords vins avec les pays tiers, la Commission confirme qu'au cours de la deuxième phase de négociation prévue par l'accord avec les Etats-Unis, elle s'attachera à rechercher un accord dans lequel les Parties s'engageront à apporter aux indications géographiques de vins le plus haut niveau de protection possible par rapport à la base minimale que constitue l'accord ADPIC. En ce qui concerne en particulier les vins actuellement considérés comme semi-génériques aux Etats-Unis, dans la deuxième phase de la négociation de l'accord, la Commission s'attachera à conforter leur protection juridique en tant qu'indications géographiques et cherchera à obtenir la suppression progressive de leur usurpation.

Par ailleurs, lors du Conseil ayant conclu l'accord « vin » avec les Etats-Unis, les gouvernements français et espagnol ont demandé, par une déclaration conjointe, à laquelle s'est associé le Luxembourg, à la Commission de poursuivre la seconde phase de négociation de façon à faire cesser l'usurpation d'indications géographiques communautaires.

**Déclaration de la France et de l'Espagne
sur l'accord « vin » avec les Etats-Unis**

Dans le cadre de la seconde phase de négociations de l'accord avec les Etats-Unis et pour les futurs accords bilatéraux, la France, l'Espagne prennent note que la Commission s'engage à négocier dans le respect des Conclusions du Conseil du 23 octobre 2000.

Pour les noms considérés par les pays tiers comme génériques ou semi-génériques, l'objectif principal de la négociation des accords bilatéraux est l'élimination de l'usage des dénominations qui correspondent aux indications géographiques protégées dans l'Union.

La France, l'Espagne demandent également à la Commission, de poursuivre la seconde phase de négociations, en restant particulièrement attentive au respect des engagements américains, de façon à faire cesser l'usurpation d'indications géographiques communautaires.

Sous réserve de ces observations et après que **Mme Arlette Franco** ait regretté le délai obtenu par le Chili pour continuer à usurper nos indications, la Délégation a *approuvé* les documents E 3051 et E 3052 au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

*Le Ministre de l'Agriculture
et de la Pêche*

Paris, le 27 DEC. 2005

V/Réf : D300/CG/PG
N/Réf : CE/320678

Monsieur le Président,



Par lettre du 22 novembre 2005, vous avez appelé mon attention sur les préoccupations de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, relatives au projet Wine-Accord entre les Etats-Unis et l'Europe.

Après 20 ans de négociations, les Etats-Unis et l'Union européenne sont parvenus à un accord sur le commerce du vin. Cet accord est important pour la France et ses viticulteurs. Je tiens en effet à rappeler que les Etats-Unis représentent le premier débouché des exportations françaises de vins et spiritueux 1,6 milliard d'euros en 2004 contre 44,7 millions d'euros pour les exportations américaines vers la France.

Au-delà de l'acceptation réciproque des pratiques œnologiques, cet accord conduit notamment à un renforcement de la protection des indications géographiques européennes aux Etats-Unis. Le Gouvernement américain s'est en effet engagé à présenter au Congrès une proposition tendant à changer pour l'avenir le statut des « semi-génériques » tels que Bourgogne, Champagne, Chablis, Porto...

Cette modification est la condition nécessaire à toute évolution ultérieure. La clause dite « du grand-père » qui permet, par exception, à des marques américaines d'utiliser des dénominations semi-génériques est conforme aux règles de l'OMC. Il sera très difficile de revenir sur les marques américaines utilisant ces appellations avant la signature de l'accord. En revanche, celui-ci empêche l'extension de cette utilisation à de nouvelles marques.

L'accord prévoit d'autre part une deuxième phase de négociations qui interviendra 90 jours après l'entrée en vigueur de l'accord. Le Conseil des ministres européens de l'agriculture a ratifié cet accord le 20 décembre 2005. La France y a joint une déclaration à laquelle les gouvernements espagnol et luxembourgeois se sont associés.

Monsieur Pierre LEQUILLER
Député des Yvelines
Vice-Président du Conseil général
Palais Bourbon
126 rue de l'Université
75355 PARIS CEDEX 07

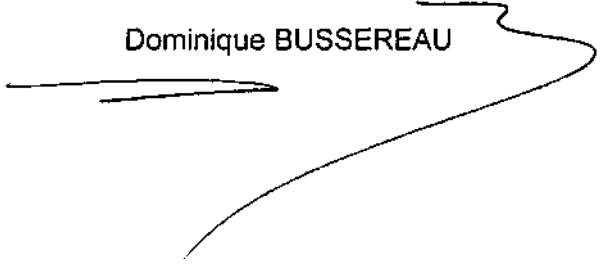
Dans cette déclaration, la France demande solennellement à la Commission européenne de poursuivre la seconde phase des négociations en restant particulièrement attentive au respect des engagements pris par les autorités américaines afin d'obtenir une protection complète des indications géographiques européennes sur le territoire américain. Les indications géographiques et notamment les appellations d'origine constituent un dossier important, porté par l'Union européenne, dans les négociations multilatérales. La France souhaite qu'un accord global à l'OMC ne puisse intervenir sans contenir des avancées substantielles sur ces indications géographiques.

Grâce à cet accord les entreprises européennes n'ont pas été et ne seront pas soumises par les autorités américaines à une procédure de certification renforcée pour les vins importés produits à partir du 1^{er} janvier 2005. Cela aurait été fort coûteux à mettre en place pour les vins primeurs que nous exportons.

Souhaitant que ces informations vous permettront de répondre aux inquiétudes des membres de votre Délégation, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

En toute amitié,

Dominique BUSSEREAU



**LE MINISTRE DELEGUE
AU COMMERCE EXTERIEUR**

CAB9/n°112bis

Paris, le 09 JAN. 2006

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre courrier du 22 novembre dernier, concernant votre analyse du projet d'accord vins entre l'Union européenne et les Etats-Unis, dont j'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt.

Comme vous le savez, cet accord vient d'être adopté par le Conseil des Ministres de l'Agriculture, le 20 décembre dernier. Cet accord, en discussion depuis de nombreuses années entre l'Union européenne et les Etats-Unis, est le résultat d'un compromis et va permettre de sécuriser nos échanges commerciaux avec les Etats-Unis dans le secteur du vin. Il est en effet conclu avec un pays qui représente aujourd'hui le premier débouché de l'Union européenne à l'export pour les vins (1,7 Mds€) et le deuxième marché en valeur des vins français (0,82Mds). Il devrait donc permettre d'assainir la relation transatlantique dans le secteur viticole et assurer la reprise de nos relations institutionnelles dans ce domaine. La France peut désormais espérer un possible retour des Etats-Unis au sein de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV), alors que ce pays producteur majeur dans le domaine du vin l'avait quitté en 2000, faute d'accord avec l'Union européenne.

Par ailleurs, l'accord contient plusieurs avancées intéressantes, alors même qu'il a été négocié dans un contexte défavorable à l'Union européenne ; cette dernière avait en effet beaucoup de demandes à formuler aux Etats-Unis et peu de concessions à offrir en contrepartie.

.../...

Monsieur Pierre Lequiller
Président de la Délégation
de l'Assemblée Nationale pour l'Union européenne
233, boulevard saint-Germain
775007- PARIS

- Il a progressé sur le volet des pratiques œnologiques : les Etats-Unis ont accepté de se rallier à la proposition européenne d'une reconnaissance des pratiques existantes sur la base de listes positives, les nouvelles pratiques devant donner lieu à des consultations avant leur mise en œuvre. En outre, même sur ce volet, notre capacité de négociation était quasi-inexistante. Il était en effet difficile d'imaginer ne pas reconnaître maintenant les pratiques œnologiques américaines après plus de 20 ans de dérogations. Le risque était donc grand que les Etats-Unis aillent chercher cette reconnaissance devant l'OMC dans la mesure où la réglementation européenne est très vraisemblablement contraire aux règles du GATT (art 20), selon lesquelles un procédé ne peut être interdit que s'il présente un danger en matière de santé publique.

- La loi sur la certification, soumettant les vins européens à des contrôles d'analyse et de certification supplémentaires, si aucun accord n'était conclu, risquait d'être très pénalisante pour les vins communautaires et français en particulier, dans un contexte commercial déjà difficile et concurrentiel. Cette loi devait s'appliquer aux vins issus du millésime 2005 et donc concerner les expéditions de Beaujolais nouveau. Grâce à l'accord sous forme d'échange de lettres, annexé à l'accord proprement dit, qui a été adopté en novembre dernier, les vins primeurs 2005 ont pu être commercialisés sans contrainte supplémentaire sur le marché américain.

- Sur le volet de la propriété intellectuelle, enfin, l'accord de première phase, qui vient d'être conclu, reconnaît le système européen de protection des indications géographiques. En revanche, il est vrai que la question des semi-génériques et plus particulièrement des marques existantes utilisant des semi-génériques n'est pas réglée.

Dans le cadre de la négociation bilatérale avec les Etats-Unis, l'Union européenne ne pourra avancer si elle n'obtient pas le changement de statut juridique des semi-génériques (suppression au Congrès de l'amendement d'Amato qui a consolidé sous forme législative la réglementation sur les semi-génériques), ce qui nécessite le soutien de la profession américaine des vins. Cet accord, qui apaise les relations institutionnelles entre les deux partenaires dans le domaine du vin, devrait permettre d'obtenir le soutien de la profession américaine des vins auprès du Congrès. En outre, est prévue une clause de conditionnalité : l'accord n'entrera en vigueur sur certains points qui correspondent aux concessions européennes faites aux Etats-Unis (examen des pratiques œnologiques futures et suppression de la certification européenne) que lorsque les Etats-Unis auront retiré l'amendement d'Amato sur les semi-génériques.

Je comprends que la Délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union européenne soit déçue de ce premier accord sur ce point, dès lors qu'il ne contient qu'une promesse d'élimination des semi-génériques par la partie américaine et ait porté une appréciation négative ayant abouti à l'adoption d'une proposition de résolution.

.../...

Néanmoins, je vous rappelle que l'accord qui vient d'être adopté n'est qu'un accord de première phase. Je peux donc vous assurer que mon collègue du ministère de l'Agriculture, Dominique Bussereau et moi-même serons attentifs à ce que les engagements pris par les autorités américaines soient respectés et insisterons auprès de la Commission pour que la deuxième phase de négociation démarre dans les délais prévus (soit 90 jours après l'adoption de l'accord de première étape) et débouche sur une réelle protection des indications géographiques européennes sur le territoire américain et plus particulièrement une cessation progressive de l'utilisation des semi-génériques aux Etats-Unis.

J'ajoute que la France et l'Espagne ont fait une déclaration écrite, dans le cadre du Conseil des Ministres, soulignant la nécessité pour la Commission de poursuivre la seconde phase de négociations, en restant particulièrement attentive au respect des engagements américains, de façon à faire cesser l'usurpation d'indications géographiques communautaires.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Christine Lagarde

DOCUMENT E 3045

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL
relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres
entre la Communauté européenne et l'Australie

PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL
concernant la mise en œuvre de l'accord conclu par la Communauté
européenne à l'issue des négociations menées dans le cadre du
paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant
l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature
tarifaire et statistique et au tarif douanier commun

COM (05) 659 final du 16 décembre 2005

Ces propositions visent à accorder à l'Australie **de nouveaux quotas, afin de compenser les ajustements tarifaires entraînés par le dernier élargissement, intervenu le 1^{er} mai 2004.**

Le principe de telles compensations est posé par l'article XXIV du GATT. Il a conduit la Commission à négocier, depuis mars 2004, des quotas tarifaires, qui visent à « annuler » les effets négatifs du retrait des concessions accordées à l'Australie par chacun des dix anciens pays candidats.

En particulier, les quotas suivants ont été attribués à l'Australie :

– une augmentation de 136 tonnes (poids carcasse) du quota pour la viande ovine et de 150 tonnes (poids du produit) de celui pour la viande bovine ;

– l'ouverture d'un quota de 9 925 tonnes, à 98 euros/tonne, de sucre brut de canne à raffiner ;

– une augmentation de 461 tonnes du quota du « *cheddar* ».

La Délégation *a approuvé* la proposition d'acte communautaire, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

II - ESPACE DE LIBERTE, DE SECURITE ET DE JUSTICE

Page

| | | |
|--------|---|----|
| E 2857 | Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant la mise en oeuvre et la poursuite du programme Périclès pour la protection de l'euro contre le faux monnayage. Proposition de décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme <i>Périclès</i>). Proposition de décision du Conseil élargissant aux Etats membres non participants l'application de la décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme <i>Périclès</i>)..... | 29 |
|--------|---|----|

DOCUMENT E 2857

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU
PARLEMENT EUROPEEN ET AU CONSEIL**
concernant la mise en œuvre et la poursuite du programme Périclès
pour la protection de l'euro contre le faux monnayage.

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL
modifiant et prorogeant la décision la décision du Conseil modifiant
et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001
établissant un programme d'action en matière d'échanges,
d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le
faux monnayage (programme *Périclès*)

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL élargissant aux
Etats membres non participants l'application de la décision du
Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en
matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection
de l'euro contre le faux monnayage (programme *Périclès*)

COM (05) 127 final du 6 avril 2005

Le programme Périclès est un programme communautaire d'échanges, d'assistance et de formation pour la protection de l'euro contre le faux monnayage. Il a été mis en place par la décision du Conseil du 17 décembre 2001⁽²⁾ et vise à appuyer et compléter les actions engagées par les Etats membres et les programmes existants en matière de protection de l'euro contre le faux monnayage.

Ce programme permet de financer des séminaires, des stages, des ateliers spécialisés, des échanges de personnel et toute autre activité visant à améliorer la compétence du personnel concerné par l'euro (agents de police, des douanes, des administrations financières, représentants des banques centrales et des monnaies,

⁽²⁾ Décision 2001/923/CE du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme « Périclès »).

magistrats et juristes spécialisés ou toute autre groupe professionnel concerné). Il a été mis en œuvre du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2005, avec un budget global de 4 millions d'euros (3,2 millions d'euros en crédits engagés).

Les deux propositions de décisions dont la Délégation est saisie ont été présentées par la Commission le 6 avril 2005. Elles visent à proroger et adapter le programme Périclès pour la période 2006-2011, avec un budget annuel similaire (1 million d'euros), soit un montant global de 6 millions d'euros. La prorogation et l'adaptation de ce programme semblent en effet indispensables dans la perspective de l'entrée dans la zone euro des nouveaux Etats membres, prévue à l'horizon 2010.

Ces propositions tiennent compte des résultats de l'évaluation du programme Périclès effectuée par un auditeur indépendant de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), dont le rapport d'évaluation a été remis le 30 novembre 2004. Ce premier bilan était globalement satisfaisant et a conclu en faveur de la reconduction du programme. Le programme a touché environ 2 600 personnes, soit un coût de près de 1 300 euros par personne. La majorité des participants provenaient des services répressifs, la participation du secteur financier (intermédiaires financiers du secteur public, banques centrales nationales, banques commerciales, *etc.*) restant limitée. La plupart des actions engagées se sont déroulées dans l'Union européenne ; un certain nombre l'a cependant été dans des pays tiers ou candidats (Bulgarie, Colombie, tous les pays d'Amérique du Sud, *etc.*).

Selon la Commission, ces actions, combinées au règlement n° 1338/2001 définissant les mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et à la décision-cadre du Conseil visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro, ont contribué à limiter la contrefaçon de l'euro. Celle-ci s'est en effet stabilisée à environ 50 000 faux billets détectés par mois, soit un niveau inférieur aux niveaux antérieurs ainsi qu'à celui de la contrefaçon du dollar américain, et modeste par rapport aux neuf millions de billets en euros en circulation.

Parmi les modifications proposées, figurent notamment :

- une augmentation du taux maximal de financement communautaire à 80 % (contre 70 % aujourd'hui) pour tenir compte

des besoins des Etats ayant des capacités de financement plus limitées (en particulier parmi les nouveaux Etats membres) ;

- la possibilité pour un Etat membre de présenter plusieurs projets de séminaires, et non plus un seul ;

- la possibilité de financer des dépenses administratives pour des enquêtes transfrontalières, pour un montant qui ne devrait pas dépasser 100 000 euros par an.

Le Conseil n'a pas apporté de modifications substantielles au texte proposé par la Commission, mais a décidé de ne proroger le programme Périclès, par ces décisions, que jusqu'en 2006. Il a invité la Commission à présenter une nouvelle proposition visant à proroger le programme pour la période commençant en 2007, afin de faire coïncider la période visée avec les futures perspectives financières 2007-2013, sur lesquelles un accord a eu lieu lors du Conseil européen de Bruxelles des 15 et 16 décembre 2005.

La Délégation *a approuvé* ces deux propositions de décisions, qui permettront de renforcer la lutte contre la contrefaçon de l'euro, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

III - QUESTIONS BUDGETAIRES ET FISCALES

| | Pages |
|---|-------|
| E 3036 (**) Proposition de décision du Conseil modifiant les décisions 98/161/CE, 2004/228/CE et 2004/295/CE en ce qui concerne la prorogation des mesures visant à lutter contre la fraude à la TVA dans le secteur des déchets..... | 35 |
| E 3040 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil en ce qui concerne la transmission des données de comptabilité nationale..... | 37 |

(**) Texte ayant fait l'objet d'un accord tacite de l'Assemblée nationale.

DOCUMENT E 3036

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL
modifiant les décisions 98/161/CE, 2004/228/CE et 2004/295/CE
qu'en ce qui concerne la progression des mesures visant à lutter
contre la fraude à la TVA dans le secteur des déchets.

COM (05) 635 final du 7 décembre 2005

Par lettres enregistrées auprès du secrétariat général de la Commission les 3 août 2005, 25 octobre et 26 septembre suivants, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie ont respectivement demandé la prorogation, au-delà du 31 décembre 2005, de la dérogation qui leur a été accordée par les décisions du Conseil n^{os} 2004/228/CE du 22 mars 2004 pour l'Espagne, 9/161/CE du 16 février 1998 pour les Pays-Bas et 2004/295/CE pour l'Italie.

Il s'agit de désigner comme redevable de la TVA le destinataire des biens ou des prestations de services, pour le recyclage des déchets.

L'expiration de la prolongation sollicitée interviendrait lors de l'entrée en vigueur d'un dispositif communautaire relatif à ce secteur ou, au plus tard, au 31 décembre 2009.

Les demandes de l'Espagne et de l'Italie ont déjà été transmises au Parlement (documents E 2942 et E 3004 respectivement) et ont été examinées par la Délégation, la première le 22 novembre 2005 et la deuxième le 20 décembre 2005. Seule la demande des Pays-Bas n'a pas été examinée.

Dès lors que, selon les informations recueillies, cette mesure est dépourvue d'incidence sur la concurrence, le droit communautaire ou les intérêts nationaux, elle a fait l'objet d'un accord tacite de l'Assemblée nationale en vertu de la procédure d'approbation implicite mise en œuvre en 2000⁽³⁾. La Délégation *a pris acte* de cet accord tacite au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

⁽³⁾ Cf. Annexe 4.

DOCUMENT E 3040

PROPOSITION DE REGLEMENT

du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE)
n°2223/96 du Conseil en ce qui concerne la transmission des
données de comptabilité nationale

COM (05) 653 final du 14 décembre 2005

L'actuel programme de transmission des données de comptabilité nationale a été établi il y a dix ans (par le règlement dit « SEC95 »). Pour tenir compte des évolutions de l'environnement économique depuis 1996 et mieux répondre aux besoins de statistiques de la Commission, la proposition de règlement redéfinit à travers une série de tableaux l'ensemble des données devant être collectées et transmises à la Commission par les Etats membres.

Cette proposition ne soulève aucune difficulté particulière. La Délégation l'a donc *approuvée*, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

IV - PESC ET RELATIONS EXTERIEURES

| | Pages |
|---|-------|
| E 3046 (*) Projet de position commune du Conseil 2005/.../PESC renouvelant et complétant les mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire | 41 |
| E 3054 (*) Projet de position commune du Conseil 2006/.../PESC du ... renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Liberia | 47 |
| E 3068 (*) Projet de position commune du Conseil renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe | 53 |

(*) Textes soumis à une procédure d'examen en urgence.

DOCUMENT E 3046

**PROJET DE POSITION COMMUNE DU CONSEIL
2005/.../PESC**

renouvelant et complétant les mesures restrictives à l'encontre de la
Côte d'Ivoire

PESC COTE D'IVOIRE 12/2005

Ce texte a fait l'objet d'une demande d'examen en urgence par lettre de la ministre déléguée aux affaires européennes en date du 3 janvier 2006 et d'une réponse du Président Pierre Lequiller, qui l'a approuvé au nom de la Délégation, le 4 janvier 2006. On trouvera ci-après les copies des lettres auxquelles a donné lieu la procédure d'urgence.

Le Président Pierre Lequiller en a informé la Délégation, qui en *a pris acte* au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE
AUX AFFAIRES EUROPÉENNES
MDAE/SB/b/N° 1328

PARIS, LE 3 JAN. 2006

Monsieur le Président, *Cher Bière,*

Le Parlement a été saisi le 27 décembre 2005 au titre de l'article 88-4 de la Constitution d'un projet de position commune renouvelant et complétant les mesures restrictives à rencontre de la Côte d'Ivoire.

Le 13 décembre 2004, le Conseil a adopté la position commune 2004/852/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à rencontre de la Côte d'Ivoire afin de mettre en œuvre les mesures imposées à la Côte d'Ivoire par la résolution 1572 (2004) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces mesures prohibent notamment la vente, la fourniture ou le transfert d'assistance technique, de services de courtage ou d'autres services liés aux activités militaires et à la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements à toute personne, entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire de la Côte d'Ivoire. Conformément à cette résolution, ces mesures ont été appliquées jusqu'au 15 décembre 2005.

À la lumière des événements récents en Côte d'Ivoire, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté, le 15 décembre 2005, la résolution 1643 (2005) renouvelant les mesures restrictives imposées par la résolution 1572 (2004) pour une période de 12 mois.

Les mesures imposées par la position commune 2004/852/PESC sont par conséquent renouvelées pour une période de 12 mois, prenant effet à partir du 16 décembre 2005, en application de la résolution 1643 (2005).

Monsieur Pierre LEQUILLER
Président de la Délégation pour l'Union européenne
Député des Yvelines
Assemblée Nationale
233 Bd St Germain
75007 PARIS

Le Gouvernement souhaite attirer l'attention du Parlement sur le caractère d'urgence que revêt la présente demande, le projet de position commune devant être adopté par le Conseil de l'Union européenne au tout début de l'année 2006. Il vous serait reconnaissant de bien vouloir procéder à son examen dans des délais compatibles avec cette échéance rapprochée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *et ses cordiales.*



Catherine COLONNA

DÉLÉGATION
POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Président
D423/PP/CB

Paris, le 4 janvier 2006

Madame la Ministre,

Par lettre en date du 3 janvier 2006, vous avez saisi la Délégation d'une demande d'examen en urgence d'un projet de position commune du Conseil renouvelant et complétant les mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire (document E 3046).

Une procédure d'urgence arrêtée par la Délégation m'autorise, en ma qualité de Président, à me prononcer sur un projet d'acte de l'Union européenne qui lui est ainsi soumis par le Gouvernement.

Les événements récents en Côte d'Ivoire ont conduit le Conseil de Sécurité des Nations Unies à adopter, le 15 décembre 2005, la résolution 1643 (2005) afin de renouveler pour une période de douze mois, prenant effet à partir du 16 décembre 2005, les mesures restrictives qu'il avait imposées à ce pays par la résolution 1572 (2004), adoptée le 13 décembre 2004, pour une première période d'un an. Ces mesures prohibent l'assistance technique, les services de courtage et autres prestations liées aux activités militaires et aux armements et comportent en outre la prévention de l'importation de diamants bruts en provenance de Côte d'Ivoire.

Le projet d'acte a pour objet de mettre en œuvre la résolution 1643 (2005) du Conseil de Sécurité et de prolonger pour une période supplémentaire de douze mois les mesures imposées par la position commune 2004/852/PESC, adoptée par le Conseil le 13 décembre 2004 pour se conformer à la résolution 1572 (2004).

.../...

Madame Catherine COLONNA
Ministre déléguée aux affaires européennes
37 quai d'Orsay
75351 PARIS Cedex 07

Le texte rappelle que la Communauté européenne interdit déjà l'importation directe ou indirecte de tous diamants bruts en provenance de Côte d'Ivoire par le règlement (CE) n° 2368/2002 du Conseil du 20 décembre 2002, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1575/2005 de la Commission.

Le projet de position commune devrait être adopté par le Conseil au tout début de l'année 2006.

Bien que n'ayant pu consulter la Délégation, je crois pouvoir affirmer que ce texte ne paraît pas susceptible de soulever de difficultés particulières. Le Gouvernement peut donc considérer que la Délégation approuve ce texte.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération,

Et de mes meilleurs vœux



Pierre LEQUILLER

DOCUMENT E 3054

**PROJET DE POSITION COMMUNE DU CONSEIL
2006/.../PESC DU ...**
renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Liberia

PESC LIBERIA 2006

Ce texte a fait l'objet d'une demande d'examen en urgence par lettre de la ministre déléguée aux affaires européennes en date du 11 janvier 2006 et d'une réponse du Président Pierre Lequiller, qui l'a approuvé au nom de la Délégation, le 17 janvier 2006. On trouvera ci-après les copies des lettres auxquelles a donné lieu la procédure d'urgence.

Le Président Pierre Lequiller en a informé la Délégation, qui en *a pris acte* au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE
AUX AFFAIRES EUROPÉENNES
MDAE/SB/ib/N° 1378

PARIS, LE 11 JAN. 2006

Monsieur le Président, *cher Pierre,*

Le Parlement a été saisi le 11 janvier 2006 au titre de l'article 88-4 de la Constitution d'un projet de position commune du Conseil renouvelant des mesures restrictives à rencontre du Libéria.

L'Union européenne a arrêté depuis 2001 plusieurs positions communes concernant des mesures restrictives à rencontre du Libéria, afin de mettre en œuvre les différentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. La position commune initiale (2001/357/PESC) du Conseil a été abrogée par la position commune 2004/137/PESC. Il est ici question de sa prorogation.

Conformément aux conditions fixées par la résolution 1521 (2003) du Conseil de sécurité des Nations unies, la position commune interdisait « la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation au Libéria, par les ressortissants des États membres ou depuis le territoire des États membres, ou au moyen de navires ou d'aéronefs immatriculés dans les États membres, d'armements et de matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris des armes et des munitions, des véhicules et des équipements militaires, des équipements paramilitaires et des pièces détachées pour ces articles, qu'ils proviennent ou non de leur territoire » (art. 1 de la position commune 2004/137/PESC).

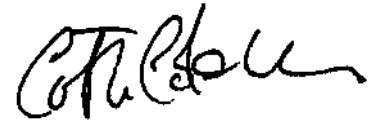
Cette position commune a déjà été soumise à l'examen du Parlement en 2004 et le présent projet de position commune ne prévoit que la prorogation pour une année des mesures non modifiées. Celles-ci s'appliqueront donc

Monsieur Pierre LEQUILLER
Président de la Délégation pour l'Union européenne
Député des Yvelines
Assemblée Nationale
233 Bd St Germain
75007 PARIS

jusqu'au 22 décembre 2006, sauf décision contraire du Conseil conformément à toute résolution pertinente pouvant être adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Gouvernement souhaite attirer l'attention du Parlement sur le caractère d'urgence que revêt la présente demande, le projet de position commune devant être adopté par le Conseil de l'Union européenne avant le 20 janvier. Il vous serait reconnaissant de bien vouloir procéder à son examen dans des délais compatibles avec cette échéance rapprochée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *et très cordialement.*



Catherine COLONNA

DÉLÉGATION
POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Président

D432/PP/PG

Paris, le 17 janvier 2006

Madame la Ministre,

Par lettre en date du 11 janvier 2006, vous avez saisi la Délégation d'une demande d'examen en urgence d'un projet de position commune du Conseil renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Libéria (document E 3054).

Une procédure d'urgence arrêtée par la Délégation m'autorise, en ma qualité de Président, à me prononcer sur un projet d'acte de l'Union européenne qui lui est ainsi soumis par le Gouvernement.

La situation au Libéria a conduit le Conseil de Sécurité des Nations Unies à adopter, le 20 décembre 2005, la résolution 1647 (2005) afin de renouveler une deuxième fois pour une période de douze mois, prenant effet à partir du 23 décembre 2005, les mesures restrictives qu'il avait imposées à ce pays par la résolution 1521 (2003) et avait déjà reconduites par la résolution 1579 (2004), pour une première période d'un an. Ces mesures prohibent la vente, la poursuite, le transfert ou l'exportation au Libéria d'armements et de tous matériels connexes.

Le projet d'acte a pour objet de mettre en œuvre la résolution 1647 (2005) du Conseil de Sécurité et de prolonger pour une période supplémentaire de douze mois les mesures imposées par la position commune 2004/137/PESC, adoptée par le Conseil le 10 février 2004 pour se conformer à la résolution 1521 (2003).

.../...

Madame Catherine COLONNA
Ministre déléguée aux affaires européennes
37, Quai d'Orsay
75351 PARIS Cedex 07

Le projet de position commune devrait être adopté par le Conseil avant le 20 janvier 2006.

Bien que n'ayant pu consulter la Délégation, je crois pouvoir affirmer que ce texte ne paraît pas susceptible de soulever de difficultés particulières. Le Gouvernement peut donc considérer que la Délégation approuve ce texte.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lequiller', with a stylized flourish at the end.

Pierre LEQUILLER

DOCUMENT E 3068

PROJET DE POSITION COMMUNE DU CONSEIL
renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe

PESC ZIMBABWE 2006/1

Compte tenu de l'absence de toute évolution de la situation au Zimbabwe résultant de la politique conduite par le Président Robert Mugabe, le projet de position commune propose de proroger une nouvelle fois pour une période de douze mois, jusqu'au 20 février 2007, les mesures restrictives à l'encontre de ce pays adoptées par le Conseil, le 19 février 2004, dans la position commune 2004/161/PESC, qu'il avait déjà prorogées le 21 février 2005 pour une période d'un an.

Ce texte a fait l'objet d'une demande d'examen en urgence par lettre de la ministre déléguée aux affaires européennes en date du 20 janvier 2006 et d'une réponse du Président Pierre Lequiller, qui l'a approuvé au nom de la Délégation, le 23 janvier 2006. On trouvera ci-après les copies des lettres auxquelles a donné lieu la procédure d'urgence.

Le Président Pierre Lequiller en a informé la Délégation, qui en *a pris acte* au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LA MINISTRE DELEGUEE
AUX AFFAIRES EUROPEENNES

PARIS, LE 20 JAN. 2006

MDAE/SB/ib/N° 1445

Monsieur le Président, *Cher Pierre,*

Le Parlement a été saisi le 19 janvier 2006 au titre de l'article 88-4 de la Constitution d'un projet de position commune du Conseil renouvelant des mesures restrictives à rencontre du Zimbabwe.

Le Conseil a constaté dès 2002 que le gouvernement du Zimbabwe continuait de porter gravement atteinte aux droits de l'homme et à la liberté d'expression et d'association ainsi qu'à la liberté de réunion pacifique; par conséquent, tant que ces violations perdurent, le Conseil a jugé qu'il était nécessaire d'appliquer des mesures restrictives à l'encontre du gouvernement zimbabwéen et de ceux qui sont largement responsables de ces violations. Ces mesures ont été plusieurs fois renouvelées par le Conseil qui a pris acte de l'absence de progrès du Zimbabwe dans ces domaines.

Compte tenu de la situation actuelle au Zimbabwe, le Conseil estime nécessaire de renouveler une nouvelle fois la position commune 2004/161/PESC en vigueur, et ce pour une période de douze mois.

Monsieur Pierre LEQUILLER
Président de la Délégation pour l'Union européenne
Député des Yvelines
Assemblée Nationale
233 Bd St Germain
75007 PARIS

Cette position commune a déjà été soumise à l'examen du Parlement en 2005 et le présent projet de position commune ne prévoit que la prorogation pour une année des mesures non modifiées. Celles-ci s'appliqueront donc jusqu'au 20 février 2007, sauf décision contraire du Conseil.

Le Gouvernement souhaite attirer l'attention du Parlement sur le caractère d'urgence que revêt la présente demande, le projet de position commune devant être adopté par le Conseil de l'Union européenne le 23 janvier. Il vous serait reconnaissant de bien vouloir procéder à son examen dans des délais compatibles avec cette échéance rapprochée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée. *et très cordiale.*



Catherine COLONNA

DÉLÉGATION
POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Président
D436/PP/CB

Paris, le 23 janvier 2006

Madame la Ministre,

Par lettre en date du 20 janvier 2006, vous avez saisi la Délégation d'une demande d'examen en urgence d'un projet de position commune du Conseil renouvelant les mesures restrictives à rencontre du Zimbabwe (document E 3068).

Une procédure d'urgence arrêtée par la Délégation m'autorise, en ma qualité de Président, à me prononcer sur un projet d'acte de l'Union européenne qui lui est ainsi soumis par le Gouvernement.

La persistance des atteintes portées par le gouvernement du Zimbabwe aux droits de l'homme et aux libertés d'expression, d'association et de réunion ont conduit le Conseil à appliquer depuis 2002 des mesures restrictives à l'encontre du gouvernement zimbabwéen et des autres responsables de ces violations et à les proroger à plusieurs reprises.

Le projet d'acte a pour objet des les proroger une nouvelle fois pour une période de douze mois, jusqu'au 20 février 2007. Il doit être adopté par le Conseil le 23 janvier.

Bien que n'ayant pu consulter la Délégation, je crois pouvoir affirmer que ce texte ne paraît pas susceptible de soulever de difficultés particulières. Le Gouvernement peut donc considérer que la Délégation approuve ce texte.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.



Pierre LEQUILLER

Madame Catherine COLONNA
Ministre déléguée aux affaires européennes
37 quai d'Orsay
75351 PARIS Cedex 07

V - SANTE

| | Page |
|---|------|
| E 3034 | |
| <i>Livre vert « Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique : une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques »</i> | 59 |

DOCUMENT E 3034

LIVRE VERT

« Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique : une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques »

COM (05) 637 final du 8 décembre 2005

Constatant que le manque d'équilibre dans l'alimentation et l'insuffisance des activités physiques engendre des pathologies évitables, provoque des décès prématurés en Europe et est à l'origine d'une proportion non négligeable des dépenses de santé, le Conseil a invité, dans ses conclusions du 2 décembre 2003, la Commission à contribuer à la promotion des modes de vie sains et à étudier les mesures permettant d'améliorer la qualité des consommations alimentaires dans l'Union.

Cette démarche est fondée sur l'article 152 du traité instituant la Communauté européenne, relatif aux actions communautaires en matière de santé publique.

Il s'agit ainsi, en définitive, d'anticiper sur les risques d'une évolution similaire à celle des Etats-Unis où le nombre des obèses s'accroît considérablement.

Le présent livre vert vise dans ce cadre à organiser avant le 15 mars une consultation destinée à faciliter l'identification par la Commission des modalités les plus adaptées à son action.

Elle sera ainsi en mesure d'établir une stratégie communautaire qui s'inscrira dans le cadre plus vaste de sa stratégie d'ensemble en matière de santé et de protection des consommateurs.

Le questionnaire proprement dit se décompose en deux parties.

La première traite des structures compétentes et instruments d'action au niveau communautaire, rappelant le lancement en mars 2005 de la forme d'action européenne sur l'alimentation, l'activité physique et la santé, la mise en place, en 2003, du réseau sur

l'alimentation et l'activité physique, composée d'experts nommés par les Etats membres et les O.N.G., ainsi que le rôle des différentes structures internes aux services de la Commission et de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA).

La seconde évoque, d'une manière très large, les différents domaines d'intervention possible de la stratégie qui sera établie :

– l'information des consommateurs, la publicité et les stratégies commerciales. L'hypothèse d'une auto réglementation de l'industrie est évoquée ;

– l'éducation des consommateurs, notamment l'attention qui doit être particulièrement accordée aux enfants et aux jeunes ;

– la disponibilité des aliments, ainsi que la faculté d'exercer une activité physique et de recevoir des éléments d'éducation à la santé sur le lieu de travail ;

– le rôle des services de santé dans la prévention et le traitement de la surcharge pondérale et de l'obésité ;

– une action sur l'environnement quotidien, notamment par les politiques des transports et d'aménagement urbain qui peuvent faciliter les déplacements à pied ou par des modes de transport motorisés ;

– les facteurs sociaux économiques à l'origine des choix alimentaires ;

– les voies d'une approche globale et intégrée pour la promotion des régimes alimentaires sains et de l'exercice d'une activité physique ;

– les recommandations pouvant intervenir sur les apports nutritionnels et la formulation de lignes directrices diététiques, selon notamment les recommandations de l'OMS/FAO ou les éléments du projet « Eurodiet ».

Les orientations du Livre vert rejoignent notamment celles du Programme national Nutrition Santé 2001-2005.

Compte tenu du caractère consultatif du document, la Délégation en *a pris acte* au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

VI - QUESTIONS DIVERSES

| | | Pages |
|--------|---|-------|
| E 2461 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets.... | 63 |
| E 2986 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques..... | 65 |
| E 3041 | Proposition de règlement du Conseil portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles (version codifiée)..... | 69 |
| E 3048 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71..... | 71 |
| E 3061 | Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République unie de Tanzanie concernant la pêche dans la zone de pêche de la Tanzanie..... | 73 |

DOCUMENT E 2461

**PROPOSITION DE DIRECTIVE DU PARLEMENT
EUROPEEN ET DU CONSEIL**
relative aux déchets

COM (03) 731 final du 27 novembre 2003

Cette proposition se contente de codifier à droit constant la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets.

Soumise à la procédure de codécision, elle a été approuvée par le Parlement européen, le 9 mars 2004, et devrait être adoptée par le Conseil le 30 janvier 2006.

Ce texte a été transmis au titre de l'article 88-4 de la Constitution, car, dans notre pays, la codification de dispositions législatives, assortie de l'abrogation des dispositions ainsi codifiées, relève de la compétence du législateur.

La Délégation *a approuvé* la proposition d'acte communautaire, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

DOCUMENT E 2986

**PROPOSITION DE DIRECTIVE DU PARLEMENT
EUROPEEN ET DU CONSEIL**
relative à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques.

COM (05) 457 final du 11 octobre 2005

• **Base juridique**

Article 95 du traité instituant la Communauté européenne.

• **Date de transmission au Conseil de l'Union européenne :**

20 octobre 2005.

• **Date de réception à la Présidence de l'Assemblée nationale :**

31 octobre 2005.

• **Contenu et portée :**

En complément des dispositions de la directive 93/15/CEE du Conseil, relative à l'harmonisation des dispositions concernant la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil, cette proposition d'acte communautaire vise à créer une certification CE pour certains produits pyrotechniques. Elle concerne non seulement les artifices de divertissements, mais aussi les produits techniques tels que les générateurs de gaz pour les coussins de sécurité gonflables, installés dans les automobiles (*airbags*). Les articles destinés aux forces armées, à la police et aux aéronefs, avions et hélicoptères, ainsi que les équipements marins sont hors de son champ, car relevant d'autres dispositions, communautaires ou internationales.

La vente de feux d'artifices aux particuliers s'élève à 700 millions d'euros par an dans les Etats membres. Le marché de ceux réservés aux professionnels serait du même ordre. Quelque 80 millions de sacs gonflables et 90 millions de rétracteurs de

ceintures de sécurité sont installés chaque année, soit des chiffres d'affaires respectifs de 3,5 et 2 milliards d'euros.

L'objectif de ce texte est de faciliter leur libre circulation au sein du marché intérieur, ce qui n'est pas actuellement le cas, ainsi que de garantir la sécurité de leurs utilisateurs.

A l'appui de son initiative, la Commission invoque plusieurs différences notables entre les Etats membres.

D'une part, les systèmes nationaux de classification, soit selon la quantité de substance pyrotechnique contenue, soit selon le lieu d'utilisation du produit (intérieur ou extérieur), se ressemblent beaucoup, mais ne sont pas identiques.

D'autre part, pour les feux d'artifices, certains Etats membres ont mis en place des systèmes d'autorisation de mise sur le marché qui reposent sur des normes nationales. Une première série de normes publiées en 2003 par le Conseil européen de normalisation (CEN) n'est pas encore intégrée dans les législations nationales des Etats membres qui ont indiqué avoir l'intention de le faire.

En outre, la vente aux particuliers de feux d'artifices n'obéit pas aux mêmes règles. Les régimes actuellement applicables vont de l'interdiction totale dans trois Etats membres à des régimes d'autorisations partielles selon l'ampleur et la nature des feux d'artifices concernés. Certains Etats membres ont en outre prévu des restrictions relatives l'âge de l'acquéreur ou de la période concernée. La vente n'est autorisée par exemple qu'entre Noël et le Jour de l'An.

De plus, les dispositions relatives à l'étiquetage varient également fortement d'un Etat à l'autre.

Enfin, les articles destinés à l'industrie automobile font également l'objet, de dispositions nationales pour leur approbation.

Pour sa part, la France prévoit actuellement des agréments qui sont délivrés par le ministère chargé de l'industrie.

Sur le fond, cette proposition n'appelle pas d'observation particulière, sachant que sa portée est d'autant plus limitée que la plupart des produits concernés, notamment les feux d'artifice, sont fabriqués en Asie et plus précisément en Chine, et que la libre

circulation n'est prévue que pour les seuls feux d'artifice de catégorie 1, c'est-à-dire ceux dont le risque est le plus faible.

Elle présente plusieurs avantages en :

- instaurant un contrôle des produits mis sur le marché, selon des modalités homogènes ;

- prévoyant l'obligation d'un marquage « CE » ainsi que des règles d'étiquetage des produits vendus aux consommateurs ;

- introduisant les principes d'un âge minimum des produits destinés au consommateur, âge variable selon la classe dont relève le produit, ainsi que d'une qualification pour la mise en œuvre de certains produits pyrotechniques ;

- réservant aux autorités nationales de contrôle, dans le respect du principe de subsidiarité, le contrôle de ce marché ;

- mettant en place un système d'information rapide mutuelle pour les produits qui s'avèrent présenter un risque grave.

Par conséquent, le dispositif proposé appelle uniquement des précisions qui concernent la définition des articles pyrotechniques, et son application effective exige la mise en place préalable de normes harmonisées.

• **Conclusion :**

La Délégation *a approuvé* la présente proposition d'acte communautaire, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

DOCUMENT E 3041

PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL
portant application de certaines règles de concurrence à la
production et au commerce des produits agricoles

COM (05) 613 final du 1^{er} décembre 2005

Cette proposition a pour objet de codifier le règlement n° 26 du Conseil du 4 avril 1962 portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles. Conformément à l'instruction aux services adoptée le 1^{er} avril 1987 par la Commission, qui impose de codifier tous les actes législatifs au plus tard après leur dixième modification, le nouveau règlement se substitue aux actes qu'il incorpore, sans en changer la substance, à l'exception des modifications formelles requises par cette opération.

La Délégation *a approuvé* la proposition d'acte communautaire, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

DOCUMENT E 3048

**PROPOSITION DE REGLEMENT DU PARLEMENT
EUROPEEN ET DU CONSEIL**

modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71

COM (05) 676 final du 21 décembre 2005

Intervenant sur le fondement des articles 42 et 308 du traité instituant la Communauté européenne, relatifs le premier aux mesures prises en matière de sécurité sociale pour la libre circulation des travailleurs, le second aux mesures prises à l'unanimité par le Conseil, après consultation du Parlement européen, pour réaliser l'un des objets de la Communauté sans que ce même traité n'ait prévu les moyens d'action correspondants, cette proposition de règlement est d'ordre purement technique.

Elle se limite, en effet, à mettre à jour les annexes au règlement relatif à la coordination des régimes de sécurité sociale pour les salariés et les non salariés, et les membres de leurs familles, qui se déplacent à l'intérieur de l'Union européenne, de manière à tenir compte des modifications apportées dans les différents Etats membres à leurs législations sociales.

Elle n'appelle aucune observation particulière.

La Délégation *a approuvé* la présente proposition d'acte communautaire, en l'état des informations dont elle dispose, au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

DOCUMENT E 3061

PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL
relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne
et la République unie de Tanzanie concernant la pêche dans la zone
de pêche de la Tanzanie

COM (05) 693 final du 23 décembre 2005

En 1990, la Communauté européenne et la Tanzanie avaient conclu un accord sur le thon qui n'a jamais pu être ratifié en raison de problèmes politiques internes en Tanzanie. En 2003, les deux parties ont souhaité reprendre leurs relations en matière de pêche.

Le nouvel accord ainsi conclu s'intègre au réseau d'accords sur la pêche au thon dans l'Océan indien ; il établit les possibilités de pêche et la contrepartie financière pour trois ans, au bénéfice de 39 thoniers senneurs (dont 16 français) et 31 palangriers de surface (espagnols et portugais). La contrepartie financière est fixée à 600.000 euros par an, pour 8.000 tonnes de captures annuelles.

La proposition de règlement visant à ratifier l'accord ne soulève aucune difficulté particulière. La Délégation l'a donc *approuvée* au cours de sa réunion du 25 janvier 2006.

ANNEXES

Annexe n° 1 :

Bilan de l'examen des textes soumis à l'Assemblée nationale depuis le 19 juin 2002

(4)

L'examen systématique des textes comportant des dispositions de nature législative, effectué en application de l'article 151-1, alinéa 2, du Règlement⁽⁵⁾, a conduit la Délégation à déposer, dans certains cas, une proposition de résolution.

Ces initiatives sont présentées dans le **tableau 1** ci-après, qui permet d'apprécier succinctement la suite qui leur a été donnée par les commissions permanentes saisies au fond.

Il a paru également utile de récapituler, s'il y a lieu, les autres conclusions que la Délégation a adoptées dans le cadre de ses rapports d'information. Les références de ces conclusions, lorsqu'elles portent sur des textes dont l'Assemblée demeure saisie, sont présentées dans le **tableau 2** ci-après.

⁽⁴⁾ Pour les rapports d'information et les propositions de résolution concernant des propositions d'actes communautaires adoptées définitivement ou retirées avant le 19 juin 2002, ainsi que pour les résolutions devenues définitives avant cette même date, on peut se référer à l'annexe du rapport d'information (n° 3682, onzième législature).

⁽⁵⁾ Voir les rapports d'information n° 183, 331, 512, 592, 713, 866, 1011, 1096, 1162, 1320, 1431, 1481, 1555, 1666, 1731, 1851, 1956, 2016, 2103, 2242, 2369, 2449, 2551 et 2769.

TABLEAU 1

EXAMEN DES TEXTES AYANT DONNÉ LIEU AU DEPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

R.I. Rapport d'information T.A. Texte adopté (*) Dépôt d'une proposition de résolution en qualité de rapporteur de la Délégation

| N° / TITRE RÉSUMÉ | EXAMEN PAR LA DÉLÉGATION (Rapport d'information) | PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION Dépôt | EXAMEN | | DÉCISION |
|--|---|--|---|------|--|
| | | | Commission saisie au fond | Avis | |
| E 1285 Approche de l'UE en vue du cycle du millénaire de l'OMC. | ----- François Guillaume R.I. n° 598 ----- | Jean -Claude Lefort n° 243 8 octobre 2002 ----- François Guillaume n°599 (*) 5 février 2003 ----- Jacques Dessalangre n° 686 6 mars 2003 | Af. Economiques Frédéric Soulier Rapport n°529 15 janvier 2003 Af. Economiques Michel Raison Rapport n° 708 19 mars 2003 Af. Economiques | | (2) ----- Considérée comme définitive 2 avril 2003 T.A. 110 ----- |
| E 1611 (1); E 1870 (1); Politique d'asile en Europe E 2192 } | Thierry Mariani R.I. n° 817 | Thierry Mariani n° 818 (*) 29 avril 2003 | Lois Christian Vanneste Rapport n° 893 3 juin 2003 | | Considérée comme définitive 20 juin 2003 T.A. 150 |
| E 1758 Protection pénale des intérêts financiers de la communauté E 1912 Protection pénale des intérêts financiers de la Communauté et Procureur européen | René André Jacques Floch R.I. n° 445 | René André Jacques Floch n°446 (*) 28 novembre 2002 | Lois Guy Geoffroy Rapport n° 565 22 janvier 2003 | | Séance du 22 mai 2003 T.A. 139 |
| E 1851 (1); Réalisation et création du ciel E 1852 (1); unique européen | Thierry Mariani R.I. n° 392 | Thierry Mariani n° 393 (*) 21 novembre 2002 | Af. Economiques (5) | | |
| E 1932 } (1) E 1936 } (1) Deuxième paquet ferroviaire E 1937 } (1) E 1941 } (1) | Christian Philip R.I. n° 711 | Christian Philip n° 712 (*) 19 mars 2003 | Af. Economiques Dominique Le Méner Rapport n° 897 4 juin 2003 | | Séance du 7 janvier 2004 T.A. 231 |
| E 2030 Avant-projet de budget 2003 (1) | René André R.I. n° 26 | René André n° 27 (*) 9 juillet 2002 | Finances Gilles Carrez Rapport n° 54 11 juillet 2002 | | Considérée comme définitive 25 juillet 2002 T.A. 20 |
| E 2039 (1); E 2040 (1); E 2041 (1); Réforme de la politique E 2044 (3); commune de la pêche E 2045 (3); E 2046 (3); E 2075 (3); | Didier Quentin R.I. n° 344 ----- | Didier Quentin n° 345 (*) 6 novembre 2002 ----- François Liberti n° 28 9 juillet 2002 | Af. Economiques Hélène Tanguy Rapport n° 387 20 novembre 2002 | | Considérée comme définitive 4 décembre 2002 T.A. 41 |
| E 2064 (1); E 2197 (1); E 2198 (1); Avenir d'Europol E 2199 (1); E 2200 } | Jacques Floch R.I. n° 819 | Jacques Floch n°820 (*) 29 avril 2003 | Lois Alain Marsaud Rapport n° 894 3 juin 2003 | | Considérée comme définitive 16 juin 2003 T.A. 148 |
| E 2176 Contrôle des concentrations entre entreprises (1) | Marc Laffineur R.I. n° 1158 | Marc Laffineur n° 1159 (*) 23 octobre 2003 | Af. Economiques Arlette Grosskost Rapport n° 1242 19 novembre 2003 | | Considérée comme définitive 4 décembre 2003 T.A. 210 |
| E 2186 (1) } Sécurité maritime en Europe E 2201 (1); | Guy Lengagne Didier Quentin R.I. n° 644 | Guy Lengagne Didier Quentin n° 645 (*) 4 mars 2003 | Af. Economiques Jean-Marc Lefranc Rapport n° 707 19 mars 2003 | | Considérée comme définitive 3 avril 2003 T.A. 114 |
| E 2210 (1) Coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis | Didier Quentin R.I. n° 716 | Didier Quentin n° 715 (*) 19 mars 2003 | Af. Etrangères Renaud Donnedieu De Vabres Rapport n° 754 26 mars 2003 | | Considérée comme définitive 10 avril 2003 T.A. 120 |

| | | | | | |
|---|---|---|--|--|--|
| E 2212 à E 2217 (1) : Révision à mi-parcours de la PAC | Jean-Marie Sermier R.I. n° 889 | Jean-Marie Sermier n° 890 (*) 28 mai 2003 | Af. Economiques (5) | | |
| E 2244 (1) } Sanctions pénales en cas de E 2291(1) } pollution causée par les navires | Pierre Lequiller R.I. n°1239 | Guy Lengagne Didier Quentin n° 1240 (*) 19 novembre 2003 | Lois Christian Decocq Rapport n° 1458 25 février 2004 | | Considérée comme définitive 11 mars 2004 T.A. 262 |
| E 2275 (1) Avant-projet de budget 2004 | René André R.I. n° 1007 | René André n° 1008 (*) 9 juillet 2003 | Finances Gilles Carrez Rapport n° 1017 9 juillet 2003 | | Considérée comme définitive 24 juillet 2003 T.A. 179 |
| E 2275-1 (1) } E 2182 (1) } Diversité linguistique dans E 2024 (1) } l'Union européenne | Michel Herbillon R.I. n° 902 | Michel Herbillon n° 907 (*) 11 juin 2003 | Af. Culturelles Juliana Rimane Rapport n° 1020 10 juillet 2003 | | Séance du 6 janvier 2004 T.A. 229 |
| E 2351 Taxation des poids lourds | Christian Philip R.I. n° 1461 | Christian Philip n° 1462 (*) 25 février 2004 | Af. Economiques | | |
| E 2365 Taux réduits TVA | Daniel Garrigue R.I. n° 1160 | Daniel Garrigue n° 1161 (*) 23 octobre 2003 | Finances Gilles Carrez Rapport n° 1243 19 novembre 2003 | | Considérée comme définitive 21 décembre 2003 T.A. 222 |
| | | Michel Bouvard n° 2730 7 décembre 2005 | Finances Michel Bouvard Rapport n°2747 8 décembre 2005 | | Séance du 14 décembre 2005 T.A. 519 |
| E 2381 (1) } Situation au Moyen-Orient E 2396 (1) } | Pierre Lequiller R.I. n° 1162 | Pierre Lequiller n° 1166 (*) 24 octobre 2003 | Af.Etrangères (6) | | |
| E 2416 Déficit excessif de la France | | Didier Migaud n° 1168 31 octobre 2003 | Finances Gilles Carrez Rapport n°1217 14 novembre 2003 | | (2) |
| | Pierre Lequiller R.I. n°1239 | (4) | | | |
| E 2433 Système Reach | Pierre Lequiller R.I. n° 2369 | (4) | | | |
| | Daniel Garrigue R.I. n° 2549 | Daniel Garrigue n° 2550 (*) 4 octobre 2005 | Af. Economiques Alain Venot Rapport n° 2676 15 novembre 2005 | | Considérée comme définitive 27 novembre 2005 T.A. 502 |
| E 2447 (1) Agence européenne des frontières extérieures | Thierry Mariani R.I. n° 1477 | Thierry Mariani n° 1478 (*) 3 mars 2004 | Lois Thierry Mariani Rapport n° 1545 14 avril 2004 | | Séance du 11 mai 2004 T.A. 297 |
| E 2517 } Office européen de lutte E 2518 } anti-fraude (OLAF) | René André R.I. n° 1533 | René André n° 1534 (*) 8 avril 2004 | Lois Alain Marsaud Rapport n° 2302 11 mai 2005 | | Considérée comme définitive 25 mai 2005 T.A. 439 |
| E 2520 Services dans le marché intérieur | | Jean-Marc Ayrault n° 2048 1 ^{er} février 2005 | | | |
| | Anne-Marie Comparini R.I. n° 2053 | Anne-Marie Comparini n° 2054 (*) 2 février 2005 | Af. Economiques Robert Lecou Rapport n° 2111 1 ^{er} mars 2005 | | Séance du 15 mars 2005 T.A. 402 |
| | | Léonce Deprez n° 2096 15 février 2005 | | | |
| E 2535 } E 2536 } 3 ^{ème} paquet ferroviaire E 2537 } E 2696 } | Christian Philip R.I. n° 1886 | Christian Philip n° 1887 (*) 27 octobre 2004 | Af. Economiques Dominique Le Méner Rapport n° 2097 15 février 2005 | | |

| | | | | | |
|---|--|---|---|---|--|
| E 2605 (1) Avant-projet de budget 2005 | René André R.I. n° 1722 | René André n° 1723 (*) 8 juillet 2004 | Finances Gilles Carrez Rapport n° 1724 8 juillet 2004 | | Considérée comme définitive 19 juillet 2004 T.A. 314 |
| E 2616 } E 2634 } Lutte contre le terrorisme E 2734 (1)} | Christian Philip R.I. n° 2123 | Christian Philip n° 2122 (*) 2 mars 2005 | Lois Alain Marsaud Rapport n° 2303 11 mai 2005 | | Considérée comme définitive 25 mai 2005 T.A. 440 |
| E 2643 Développement économique de la communauté chypriote turque | ----- Pierre Lequiller R.I. n° 1851 | Hervé Morin François Bayrou n° 1862 13 octobre 2004 (4) | Af. Etrangères Hervé de Charette Rapport n° 1892 2 novembre 2004 | | (2) |
| E 2655 (1) Soutien au développement rural par le FEADER | Jean-Marie Sermier R.I. n° 2286 | Jean-Marie Sermier n° 2287 (*) 3 mai 2005 | Af. Economiques Jean-Marie Binetruy | | |
| E 2647 } E 2660 } Fonds structurels et cohésion E 2661 } territoriale de l'Union européenne E 2668 } 2007-2013 | Michel Delebarre Didier Quentin R.I. n° 2374 | Michel Delebarre Didier Quentin n° 2375 (*) 15 juin 2005 | Af. Economiques Yves Simon Rapport n° 2472 13 juillet 2005 | | Considérée comme définitive 30 juillet 2005 T.A. 482 |
| E 2704 Aménagement du temps de travail | Pierre Lequiller R.I. n° 2369 | Edouard Landrain n° 2366 (*) 8 juin 2005 | Af. Culturelles Pierre Morange Rapport n° 2442 6 juillet 2005 | | Considérée comme définitive 20 juillet 2005 T.A. 481 |
| E 2674 } Perspectives financières E 2800 } 2007-2013 | René André Marc Laffineur R.I. n° 2367 | René André Marc Laffineur n° 2368 (*) 9 juin 2005 | Finances Marc Laffineur Rapport n° 2379 15 juin 2005 | Af.Etrangères Roland Blum Annexe n° 2379 | Considérée comme définitive 27 juin 2005 T.A. 455 |
| E 2744 Accès au marché des services portuaires | Christian Philip R.I. n° 2767 | Christian Philip n° 2768 (*) 20 décembre 2005 | Af. Economiques | | |
| E 2853 Mettre à jour et simplifier l'acquis communautaire | ----- Pierre Lequiller R.I. n° 2551 | Edouard Balladur n° 2338 18 mai 2005 (4) | Af. Etrangères Bruno Bourg-Broc Rapport n° 2566 11 octobre 2005 | | Considérée comme définitive 22 octobre 2005 T.A. 495 |
| E 2861 (1) Lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (2005-2008) | Pierre Lequiller R.I. n° 2369 | Daniel Garrigue n° 2328 (*) 11 mai 2005 | Finances Daniel Garrigue Rapport n° 2353 7 juin 2005 | | Considérée comme définitive 20 juin 2005 T.A. 451 |
| E 2902 Avant-projet de budget 2006 | Marc Laffineur R.I. n° 2440 | Marc Laffineur n° 2441 (*) 6 juillet 2005 | Finances Gilles Carrez Rapport n°2455 6 juillet 2005 | | Considérée comme définitive 17 juillet 2005 T.A. 480 |
| E 2916 OCM sucre | Jean-Marie Sermier R.I. n° 2602 | Jean-Marie Sermier n° 2603 (*) 19 octobre 2005 | Af. Economiques Jean-Louis Christ Rapport n° 2631 9 novembre 2005 | | Considérée comme définitive 19 novembre 2005 T.A. 498 |
| E 3002 Accord CE-Etats-Unis sur le commerce du vin | Philippe-Armand Martin R.I. n° 2685 | Philippe-Armand Martin n° 2686 (*) 22 novembre 2005 | Af. Economiques Philippe-Armand Martin Rapport n° 2732 7 décembre 2005 | | Considérée comme définitive 17 décembre 2005 T.A. 524 |
| E 3022 Compétences pénales de la Communauté européenne | Christian Philip R.I. n° 2829 | Christian Philip n° 2828 (*) 25 janvier 2006 | Lois | | |

Tableau récapitulatif des propositions de résolution

| Nombre de propositions de résolution | | | Textes Adoptés | |
|---|-----------------|---|-----------------------|---------------|
| Déposées | | Examinées par les commissions saisies au fond | en séance publique | en commission |
| par les rapporteurs de la délégation | par les députés | | | |
| 35 | 9 | 34 | 6 | 23 |

(1) Le Gouvernement a fait connaître que cette proposition a été adoptée définitivement.

(2) La commission compétente a conclu au rejet de cette proposition de résolution.

(3) Le Gouvernement a fait connaître que cette proposition est devenue caduque.

(4) La Délégation n'a pas présenté ses conclusions sous la forme d'une proposition de résolution.

(5) La commission compétente n'a pas désigné de rapporteur sur cette proposition de résolution avant l'adoption définitive de la proposition d'acte communautaire en cause.

(6) La commission compétente n'a pas désigné de rapporteur, mais un débat sur la situation au Moyen-Orient a eu lieu le 10 décembre 2003 à la commission. De plus, la commission a créé, le 11 février 2004, une mission d'information sur le rôle de l'Union européenne dans la solution du conflit au Proche-Orient.

TABLEAU 2
CONCLUSIONS ADOPTÉES PAR LA DÉLÉGATION

| N° | TITRE RÉSUMÉ | N° DU RAPPORT | PAGE |
|--------------------------------------|---|---------------|------|
| E 1895 | Proposition de décision-cadre du Conseil concernant la lutte contre le racisme et la xénophobie. | 512 | 101 |
| E 1842 | Communication relative aux promotions des ventes dans le marché intérieur. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux promotions des ventes dans le marché intérieur. | 903 | 31 |
| E 2052 | Rapport de la Commission au Conseil sur les contrôles des mouvements transfrontaliers d'argent liquide. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention du blanchiment de capitaux par la coopération douanière. | 1011 | 54 |
| E 1813 E 1954 E 2250 E 2403 | Politique européenne d'immigration. | 1238 | 73 |
| E 2236 | Communication de la République hellénique : Initiative de la République hellénique concernant l'adoption par le Conseil d'un projet de décision-cadre relative à l'application du principe "non bis in idem". | 1239 | 52 |
| E 2112 | Proposition de directive du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'études, de formation professionnelle ou de volontariat. | 1481 | 40 |
| E 2544 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'application du code international de gestion de la sécurité (code ISM) dans la Communauté. | 1666 | 173 |
| E 2587 | Livre vert sur le rapprochement, la reconnaissance mutuelle et l'exécution des sanctions pénales dans l'Union européenne. | 1730 | 57 |
| E 2455 | Proposition de décision-cadre du Conseil relative au mandat européen d'obtention de preuves tendant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales. | 1851 | 60 |
| E 2643 | Proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque. | 1851 | 101 |
| E 2644 | Proposition de règlement du Conseil concernant les conditions spéciales applicables aux échanges avec les zones de la République de Chypre dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas de contrôle effectif. | 1851 | 101 |

| | | | |
|--------|---|------|-----|
| E 2700 | <p>Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse.</p> | 1956 | 105 |
| E 2829 | <p>Communication au Conseil européen de printemps - Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi - Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne (Communication du Président Barroso en accord avec le vice-président Verheugen).</p> | 2102 | 67 |
| E 2699 | <p>Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 98/71/CE sur la protection juridique des dessins ou modèles.</p> | 2103 | 181 |
| E 2718 | <p>Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : renforcer la gouvernance économique et clarifier la mise en oeuvre du pacte de stabilité et de croissance.</p> | 2124 | 61 |
| E 2765 | <p>Proposition de décision du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) en tant qu'organe de l'Union européenne.</p> | 2369 | 46 |
| E 2887 | <p>Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada sur le traitement des données relatives aux informations anticipées sur les voyageurs (API)/dossiers passagers (PNR).</p> | 2449 | 140 |
| E 2932 | <p>Proposition de décision du Conseil concernant l'amélioration de la coopération policière entre les États membres de l'Union européenne, en particulier aux frontières intérieures, et modifiant la Convention d'application de l'Accord de Schengen.</p> | 2769 | 116 |

| | | | |
|--------|---|------|-----|
| E 2957 | Proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes. | 2769 | 34 |
| E 2966 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la conservation des données traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public, et modifiant la directive 2002/58/CE. | 2769 | 133 |
| E 2982 | Communication de la Commission. Résultat de l'examen des propositions législatives en instance devant le législateur. | 2769 | 64 |

Annexe n° 2 :

**Liste des textes adoptés définitivement ou
retirés postérieurement à leur transmission
à l'Assemblée nationale**

Communications de M. le Premier ministre, en date du 29 décembre 2005.

- E 3024** Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne. **(COM (2005) 623 final) (Adopté le 21 décembre 2005)**
- E 2984** Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République de Corée. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun. **(COM (2005) 470 final) (1^{ère} proposition adoptée le 12 décembre 2005) (2^{ème} proposition adoptée le 13 décembre 2005)**
- E 2971** Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table. **(COM (2005) 463 final) (Adopté le 14 novembre 2005)**
- E 2960** Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs

Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un contingent tarifaire à l'importation dans la Communauté de sucre et de produits à base de sucre originaires de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. **(COM (2005) 383 final)**
(Adopté le 21 novembre 2005)

E 2957 Proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes. **(COM (2005) 433 final)**
(Adopté le 29 novembre 2005)

E 2956 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2007/2000 introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en oeuvre par l'Union européenne. **(COM (2005) 417 final)**
(Adopté le 14 novembre 2005)

E 2946 Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du houblon. **(COM (2005) 386 final)** **(Adopté le 23 novembre 2005)**

E 2896 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil rectifiant la directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services. **(COM (2005) 214 final)**
(Adopté le 16 novembre 2005)

E 2856 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord [paraphé le 23-12-2004] entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie relatif au commerce de certains produits sidérurgiques. **(COM (2005) 129 final)**
(Adopté le 27 juin 2005)

E 2855 Proposition de règlement du Conseil concernant la gestion de restrictions à l'importation de certains produits sidérurgiques en provenance de la Fédération de Russie. **(COM (2005) 128 final)** **(Adopté le 27 juin 2005)**

- E 2842** Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 3605/93 en ce qui concerne la qualité des données statistiques dans le contexte de la procédure concernant les déficits excessifs. **(COM (2005) 71 final) (Adopté le 12 décembre 2005)**
- E 2830** Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 382/2001 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'Union européenne et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie. **(COM (2004) 840 final) (Adopté le 21 novembre 2005)**
- E 2818** Lettre de la Commission européenne du 17 janvier 2005 relative à une demande de dérogation présentée par le République fédérale d'Allemagne en date du 14 janvier 2005, en application de l'article 30 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme. **(SG (2005) D/566) (Adopté le 12 décembre 2005)**
- E 2808** Proposition de décision du Conseil exposant les effets de l'adhésion de la République tchèque et de la Pologne sur la participation de la Communauté européenne à la convention relative à la commission internationale pour la protection de l'Oder contre la pollution et à la convention relative à la commission internationale pour la protection de l'Elbe. **(COM (2004) 810 final) (Adopté le 2 décembre 2005)**
- E 2780** Lettre de la Commission européenne du 1er décembre 2004 relative à une demande de dérogation présentée par le République fédérale d'Allemagne en date du 21 octobre 2004, en application de l'article 30 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme. **(SG (2004) D/10222) (Adopté le 12 décembre 2005)**

- E 2746** Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2759/75, le règlement (CEE) n° 2771/75, le règlement (CEE) n° 2777/75, le règlement (CE) n° 1254/1999, le règlement (CE) n° 1255/1999 et le règlement (CE) n° 2529/2001 en ce qui concerne les mesures exceptionnelles de soutien du marché **(COM (2004) 712 final) (Adopté le 23 novembre 2005)**
- E 2734** Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, y compris le financement du terrorisme. **(COM (2004) 448 final) (Adopté le 26 octobre 2005)**
- E 2590** Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE **(COM (2004) 273 final) (Adopté le 16 novembre 2005)**
- E 2529** Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'amélioration de la sûreté des ports. **(COM (2004) 76 final) (Adopté le 26 octobre 2005)**
- E 2525** Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier **(COM (2004) 92 final) (Adoption de la conclusion le 7 novembre 2005) (Adoption de la signature le 3 mars 2005)**
- E 2464** Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux **(COM (2003) 703 final) (Adopté le 26 octobre 2005)**
- E 2052** Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention du blanchiment de capitaux par la coopération douanière. **(COM (2002) 328 final) (Adopté le 26 octobre 2005)**

E 1611 Proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres. **(COM (2000) 578 final) (Adopté le 1^{er} décembre 2005)**

Communication de M. le Premier ministre, en date du 29 décembre 2005.
Est retiré le texte suivant :

E 2513 Proposition de règlement du Conseil relatif à l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies (refonte du règlement 302/93). **(COM (2003) 808 final) (Retiré le 31 août 2005 et remplacé par le document E 2963)**

Annexe n° 3 :

Liste des textes restant en discussion

On trouvera ci-après la liste des textes soumis au Parlement en application de l'article 88-4 de la Constitution et qui n'ont pas encore été adoptés définitivement (ou retirés) par les institutions de l'Union européenne.

Ce document a été établi en liaison avec le SGAE.

- | | | |
|-------|---------------------|--|
| E 123 | SEC(1993) 1142 | Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de certains accords entre la Communauté européenne et certains pays sur le commerce des produits textiles (Biélorussie, Bulgarie, Hongrie, Moldavie, Mongolie, Pologne, Roumanie, Ukraine et Vietnam). |
| E 242 | COM(1994) 0091 | Proposition de règlement (CE) du Conseil empêchant la fourniture de certains biens et services à la Libye et réduisant l'utilisation de fonds ou autres ressources financières détenus ou contrôlés par la Libye. |
| E 295 | SN 3200/94 (SOC) | Projet de directive relative à la promotion de l'emploi et à la protection du travail à temps partiel et du travail à durée déterminée. |
| E 337 | COM(1994) 0480 | Proposition de règlement du Conseil relatif à l'attribution des cautions, cautionnements ou garanties constitués dans le cadre de la politique agricole commune et restant acquis, et abrogeant le règlement (CEE) n° 352/78. |
| E 389 | COM(1995) 0044 | Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération entre les |

Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la république de la Biélorussie, d'autre part.

- E 612 COM(1995) 0245 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la république de Biélorussie, d'autre part. Projet de décision de la Commission relative à la conclusion au nom de la Communauté européenne du charbon et de l'acier de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la république de Biélorussie, d'autre part.
- E 624 COM(1996) 0133 Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et l'Ukraine.
- E 667 COM(1996) 0260 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres dans le domaine de la certification de produits industriels dans le cadre de l'accord européen entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et la république de Pologne de l'autre.
- E 711 SEC(1996) 1356 Projet de règlement (Euratom, CECA, CE) de la Commission modifiant le règlement n° 3418/93 de la Commission du 9 décembre 1993 portant modalités d'exécution de certaines dispositions du règlement financier du 21 décembre 1977.

- E 739 COM(1996) 0521 Communication de la Commission au Conseil concernant une demande d'autorisation de maintenir des dérogations conformément à l'article 30 de la 6^o directive TVA du Conseil (77/388/CEE) et de l'article 23, paragraphe 2, de la directive 92/12/CEE du Conseil, présenté par le gouvernement du Royaume-uni.
- E 748 96.1209 Projet d'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur certains aspects relatifs aux marchés publics.
- E 778 COM(1996) 0634 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord établissant les conditions régissant le transport par voie navigable de marchandises et de passagers entre la Communauté européenne, d'une part, et la République tchèque, la République de Pologne et la République slovaque, d'autre part.
- E 886 COM(1997) 0218 Mémoire de la Commission : application des règles de concurrence aux transports aériens. Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n^o 3975/87 déterminant les modalités d'application des règles de concurrence applicables aux entreprises de transports aérien. Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant l'application de l'article 85, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords et de pratiques concertées dans le domaine des transports aériens entre la Communauté et les pays tiers.
- E 942 COM(1997) 0489 Propositions de règlements (CE) du Conseil modifiant les règlements de base de certains organismes communautaires décentralisés.
- E 1006 COM(1997) 0691 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des régimes juridiques de protection des inventions par le modèle d'utilité.

- E 1024 COM(1997) 0693 Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part.
- E 1026 COM(1998) 0030 Proposition de directive du Conseil régissant le traitement fiscal des véhicules à moteur de tourisme transférés définitivement dans un autre Etat membre dans le cadre d'un transfert de résidence ou utilisés temporairement dans un Etat membre autre que celui où ils sont immatriculés.
- E 1096 COM(1998) 0115 Proposition de directive du Conseil concernant un système transparent de règles harmonisées en matière de restrictions à la circulation applicables aux poids lourds effectuant des transports internationaux sur des routes déterminées.
- E 1098 COM(1998) 0312 Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE, EURATOM, CECA) n° 259/98 fixant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents de ces Communautés.
- E 1119 COM(1998) 0377 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée. Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant les mesures de contrôle, les mesures relatives au système de restitution et les mesures de coopération administrative nécessaires pour l'application de la directive 98/xxxx/CE.

- E 1196 COM(1998) 0617 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la Communauté européenne de l'Energie Atomique, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part. Projet de décision de la Commission relative à la conclusion au nom de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie Atomique de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la Communauté européenne de l'Energie Atomique, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part.
- E 1225 Bruxelles et
rect Lugano
5202/1999
- E 1245
- E 1285 COM(1999) 0331
- E 1332
- E 1349 SN 4583/99
- Projet de convention portant révision des conventions de Bruxelles et de Lugano.
- Projet de position commune définie par le Conseil sur la base de l'article J.2 du Traité sur l'Union européenne concernant des mesures de restriction supplémentaires contre la République fédérale de Yougoslavie. (RFY)
- Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'approche de l'UE en vue du cycle du millénaire de l'OMC.
- Projet de position commune du Conseil du ... concernant des mesures restrictives à l'encontre des Taleban (Talibans).
- Initiative de la République de Finlande en vue de l'adoption d'un règlement du Conseil déterminant les obligations réciproques des Etats membres en matière de réadmission de ressortissants de pays tiers.

- E 1417 COM(2000) 0051 Livre vert de la Commission sur l'assistance judiciaire en matière civile : Problèmes rencontrés par le plaideur transfrontalier.
- E 1436 Projet de position commune du Conseil du ... avril 2000 prorogeant et modifiant la position commune 96/635/PESC relative à la Birmanie/au Myanmar.
- E 1441 6920/00 Initiative de la République fédérale d'Allemagne en vue de l'adoption d'une décision-cadre relative à la poursuite pénale des pratiques trompeuses ou autres pratiques déloyales faussant la concurrence dans la passation des marchés publics au sein du marché intérieur
- E 1480 9007/00 Projet de décision du Conseil modifiant la décision 88/591/CECA, CEE, Euratom instituant un Tribunal de première instance des Communautés européennes visant à augmenter le nombre de juges.
- E 1512 9843/00 COPEN
47 COMIX
515/00 Initiative de la France en vue de l'adoption d'une convention relative à l'amélioration de l'entraide judiciaire en matière pénale.
- E 1515 9735/00 Initiative de la République française en vue de l'adoption du règlement du Conseil relatif à l'exécution mutuelle des décisions concernant le droit de visite des enfants.
- E 1539 COM(2000) 0412 Proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire.
- E 1540 COM(2000) 0469 Livre vert sur les problèmes environnementaux du PVC.
- E 1572 COM(2000) 0647 Proposition de décision du Conseil autorisant la France à appliquer un taux différencié de droits d'accise sur certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques, conformément à la procédure prévue par l'article 8, paragraphe 4 de

la directive 92/81/CEE Extension aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs du mécanisme de remboursement de TIPP sur le gazole, information sur l'amélioration du dispositif existant pour les transports routiers de marchandises et demande de renouvellement des dérogations françaises déjà obtenues.

- E 1576 COM(2000) 0616 Proposition de règlement du Conseil relatif aux mesures à prendre en représailles du manquement de la Fédération de Russie aux obligations que lui impose l'accord de partenariat et de coopération en ce qui concerne le commerce de boissons alcooliques.
- E 1587 COM(2000) 0007 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'action des Etats membres en matière d'exigences de service public et à l'attribution de contrats de service public dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, par route et par voie navigable.
- E 1590 SG(2000) D/108004 Demande de dérogation formulée par la Finlande en application de l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA.
- E 1596 12224/00 Proposition de décision du Conseil étendant le mandat d'Europol à la lutte contre la criminalité informatique et visant à introduire une définition de la criminalité informatique.
- E 1616 SG(2000) D/108674 Lettre de la Commission européenne du 24/11/2000 relative à une demande de dérogation présentée par l'Italie conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales (gazole utilisé pour le transport routier de marchandises).

- E 1639 14007/00 Initiative du Royaume de Suède en vue de l'adoption d'une décision du Conseil instaurant un système d'analyses spécifiques de police scientifique en vue de déterminer le profil des drogues de synthèse.
- E 1648 COM(2000) 0802 Communication au Conseil et au Parlement européen sur un deuxième train de mesures communautaires en matière de sécurité maritime suite au naufrage du pétrolier Erika. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi, de contrôle et d'information sur le trafic maritime. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en place d'un Fonds d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures dans les eaux européennes et d'autres mesures complémentaires. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime.
- E 1680 COM(2000) 0899 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.
- E 1721 COM(2001) 0139 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.
- E 1748 COM(2001) 0201 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche.
- E 1758 COM(2001) 0272 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection pénale des intérêts financiers de la Communauté.

- E 1767 COM(2001) 0344 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en faveur des assistants parlementaires européens, le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.
- E 1770 9914/01 Communication du Royaume de Suède : - Initiative du Royaume de Suède visant à l'adoption par le Conseil d'un projet de décision portant modification de la décision 1999/C 149/02 du 29 avril 1999 étendant le mandat d'Europol à la lutte contre le faux monnayage et la falsification des moyens de paiement.
- E 1780 COM(2001) 0388 Proposition de directive du Conseil relative aux conditions dans lesquelles les ressortissants de pays tiers peuvent circuler librement sur le territoire des Etats membres pendant une durée maximale de trois mois, introduisant une autorisation spécifique de voyage et fixant les conditions d'entrée en vue d'un déplacement d'une durée maximale de six mois.
- E 1813 COM(2001) 0386 Proposition de directive du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi salarié ou de l'exercice d'une activité économique indépendante.
- E 1818 COM(2001) 0370 Livre blanc sur la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix.
- E 1834 COM(2001) 0531 Livre vert sur la protection des consommateurs dans l'Union européenne.

- E 1842 COM(2001) 0546 Communication relative aux promotions des ventes dans le marché intérieur. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux promotions des ventes dans le marché intérieur.
- E 1856 COM(2001) 0573 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.
- E 1860 COM(2001) 0483 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.
- E 1895 COM(2001) 0664 Proposition de décision-cadre du Conseil concernant la lutte contre le racisme et la xénophobie.
- E 1912 COM(2001) 0715 Livre vert sur la protection pénale des intérêts financiers communautaires et la création d'un Procureur européen.
- E 1914 JPL/st n°30 Demande de dérogation fiscale présentée par la France conformément à l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive 77/388/CE du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (Accord-cadre franco-allemand du 12 juin 2001 relatif à la construction et à l'entretien de ponts frontières sur le Rhin dont les parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage).
- E 1917 15449/01 Projet de convention établie sur la base de l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à la répression par les administrations douanières du trafic de drogue en haute mer.

- E 1920 14546/01 Acte du Conseil établissant, sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), un protocole modifiant cette convention et établissant, sur la base de l'article 7 du protocole concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes, de la convention portant création d'un Office européen de police, un protocole modifiant ledit protocole.
- E 1921 COM(2001) 0547 Communication au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions concernant les carburants de substitution pour les transports routiers et une série de mesures visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants dans les transports. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 92/81/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer un taux d'accises réduit sur certaines huiles minérales qui contiennent des biocarburants et sur les biocarburants.
- E 1943 COM(2002) 0064 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime particulier des agences de voyages.
- E 1955 Projet d'action commune du Conseil sur la mission de police en Bosnie-Herzégovine de l'Union européenne (PESC).
- E 1965 COM(2002) 0092 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la brevetabilité des inventions mises en oeuvre par ordinateur.

- E 1968 COM(2002) 0112 Proposition de décision du Conseil approuvant le protocole (2001) portant modification de l'annexe de l'accord relatif au commerce des aéronefs civils.
- E 1981 COM(2002) 0097 Proposition de décision du Conseil concernant la signature et la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes.
- E 1987 COM(2002) 0149 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions de travail des travailleurs intérimaires.
- E 1990 COM(2002) 0170 Volume I : Proposition de décision du Conseil concernant la signature, au nom de la Communauté européenne, d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part. Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part. Volume II : Liste des annexes et protocoles.
- E 1996 COM(2002) 0130 Proposition de directive du Conseil relative au contrôle des sources radioactives scellées de haute activité.
- E 2008 COM(2002) 0196 Livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial.
- E 2022 SEC(2002) 0495 Proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la position à adopter par la Communauté au sein du conseil d'association établi par l'accord européen signé le 16 décembre 1991, entre les Communautés

européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part, concernant une prorogation de la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen. Proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la République tchèque. Proposition de décision du Conseil et de la Commission CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la Bulgarie. Proposition de décision du Conseil et de la Commission/CE/CECA sur la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Roumanie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen avec la Roumanie.

E 2055

Projet de position commune du Conseil 2002/.../PESC du ... portant mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant la position commune 2002/462/PESC.

- E 2059 9955/02 Communication du Royaume de Danemark. Initiative du Royaume du Danemark en vue de l'adoption par le Conseil d'un projet de décision-cadre relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de confiscation.
- E 2065 9957/02 Communication du Royaume du Danemark. Initiative du Royaume du Danemark visant à l'adoption par le Conseil d'un projet de décision du Conseil relative au renforcement de la coopération entre les Etats membres de l'Union européenne en ce qui concerne les décisions de déchéance de droits :Note de transmission de P. Skytte Christoffersen, Ambassadeur, Représentant permanent du 13 juin 2002 à Javier Solana, Secrétaire général/Haut représentant de l'Union européenne.
- E 2076 COM(2002) 0340 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la coopération de la Communauté avec les pays d'Asie et d'Amérique latine et modifiant le règlement (CE) n° 2258/96 du Conseil.
- E 2093 COM(2002) 0410 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 92/81/CEE et la directive 92/82/CEE en vue d'instituer un régime fiscal particulier pour le gazole utilisé comme carburant à des fins professionnelles et de rapprocher les accises de l'essence et du gazole.
- E 2103 COM(2002) 0443 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit aux consommateurs.
- E 2117 12890/02 Projet de position commune du Conseil 2002/.../PESC du ... modifiant et prorogeant la position commune 96/635/PESC relative à la Birmanie/au Myanmar.

- E 2136 COM(2002) 0600 Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil. Plan d'action pour pallier les conséquences sociales, économiques et régionales de la restructuration du secteur de la pêche de l'Union européenne.
- E 2137 D(2002) 21379 Lettre de la Commission européenne du 21 octobre 2002 relative à une demande de dérogation présentée par la Suède en application de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales.
- E 2144 Projet de position commune du Conseil 2002/.../PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie.
- E 2149 COM(2002) 0456 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 77/270/Euratom habilitant la Commission à contracter des emprunts Euratom en vue d'une contribution au financement des centrales nucléaires de puissance.
- E 2150 COM(2002) 0457 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 77/271/Euratom portant application de la décision 77/270/Euratom habilitant la Commission à contracter des emprunts Euratom en vue d'une contribution au financement des centrales nucléaires de puissance.
- E 2159 15466/02 Projet de position commune 2002/.../PESC relative à la levée des mesures restrictives à l'encontre de l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) et abrogeant les positions communes 97/759/PESC et 98/425/PESC.
- E 2160 15462/02 Projet de position commune 2002/.../PESC du Conseil du ... concernant l'importation de diamants bruts de la Sierra Leone.

- E 2178 D(2002) 21425 Lettre de la Commission européenne du 13 novembre 2002 relative à une demande de dérogation présentée par le gouvernement français, conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992, concernant une prorogation de l'article 2 de la décision du Conseil 2001/224/CE du 12 mars 2001 autorisant la France à appliquer un taux d'accises différencié sur le gazole utilisé par des véhicules utilitaires.
- E 2179 COM(2002) 0746 Livre vert sur une procédure européenne d'injonction de payer et sur des mesures visant à simplifier et à accélérer le règlement des litiges portant sur des montants de faible importance.
- E 2188 Projet d'action commune du Conseil / / / PESC du / / sur la Force de l'Union européenne dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.
- E 2190 5561/03 Projet de décision PESC du Conseil mettant en oeuvre l'action commune du / / concernant l'établissement d'un mécanisme de financement des coûts communs de l'opération de l'Union européenne en ARYM.
- E 2192 14712/02 Initiative de l'Autriche en vue de l'adoption d'un règlement du Conseil fixant les critères permettant de déterminer les États tiers pouvant être considérés comme sûrs pour assumer la responsabilité de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre par un ressortissant d'un pays tiers et établissant une liste des États tiers européens sûrs.
- E 2204 Projet de position commune 2003/.../PESC du ... modifiant et prorogeant la position commune 2002/145/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe.

- E 2207 COM(2002) 0719 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 1999/468/CE fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission.
- E 2208 Projet de position commune du Conseil /.../PESC du... concernant les dérogations aux mesures restrictives prévues par la position commune 2002/402/PESC.
- E 2226 COM(2003) 0075 Livre vert de la Commission : "Garanties procédurales accordées aux suspects et aux personnes mises en cause dans des procédures pénales dans l'Union européenne".
- E 2227 6182/03 Projet de position commune .../.../PESC du Conseil du ... modifiant l'action commune 2002/210/PESC relative à la Mission de police de l'Union européenne.
- E 2236 6356/03 Communication de la République hellénique : Initiative de la République hellénique concernant l'adoption par le Conseil d'un projet de décision-cadre relative à l'application du principe "non bis in idem".
- E 2242 COM(2003) 0120 Communication de la Commission au Conseil relative à une demande d'autorisation introduite par l'Italie conformément à la procédure prévue par l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE, en vue d'appliquer un taux différencié de droits d'accise en faveur du gazole utilisé par des véhicules commerciaux.
- E 2245 6290/03 Communication de la République hellénique : initiative de la République hellénique concernant l'adoption, par le Conseil, d'un projet de décision-cadre relative à la prévention du trafic d'organes et de tissus d'origine humaine et à la lutte contre ce phénomène.

- E 2252 SEC(2002) 1308/2 Proposition de décision du Conseil concernant la signature par la Communauté européenne de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, adoptés ensemble au Cap le 16 novembre 2001. Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion par la Communauté européenne de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques, adoptés ensemble au Cap le 16 novembre 2001.
- E 2258 Projet de position commune du Conseil 2003/.../PESC du ... relative à la Birmanie/au Myanmar.
- E 2271 9110/03 Projet de position commune modifiant et prorogeant la position commune 2001/357/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Liberia.
- E 2282 COM(2003) 0206 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision du Conseil du 7 décembre 1998 portant approbation de l'adhésion de la Communauté européenne de l'énergie atomique à la convention sur la sûreté nucléaire pour ce qui concerne la déclaration qui y est jointe.
- E 2289 Projet de position commune 2003/.../PESC relative à l'Irak et abrogeant les positions communes 96/741/PESC et 2002/599/PESC.
- E 2299 COM(2003) 0243 Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune de marché dans le secteur du tabac brut (version codifiée).

- E 2300 COM(2003) 0252 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension (version codifiée).
- E 2302 COM(2003) 0032 Proposition de directive (Euratom) du Conseil définissant les obligations de base et les principes généraux dans le domaine de la sûreté des installations nucléaires. Proposition de directive (Euratom) du Conseil sur la gestion du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs.
- E 2305 COM(2003) 0234 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services postaux.
- E 2306 COM(2003) 0241 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs (version codifiée).
- E 2311 14791/02 Proposition modifiée de règlement du Conseil portant statut de l'association européenne (AE) : Proposition de compromis de la présidence.
- E 2312 7379/03 Projet de directive du Conseil complétant le statut de l'Association Européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs.
- E 2313 Projet de position commune du Conseil sur le courtage des armements.
- E 2314 Projet d'action commune du Conseil .../2003/PESC du ... sur la poursuite du programme de coopération de l'Union européenne en faveur de la non-prolifération et du désarmement dans la Fédération de Russie.

- E 2315 COM(2003) 0319 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive.
- E 2326 COM(2003) 0348 Proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à adhérer à la Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (Convention de La Haye de 1996) ou à ratifier cette convention dans l'intérêt de la Communauté européenne.
- E 2330 COM(2003) 0297 Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc (version codifiée).
- E 2337 COM(2003) 0331 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.
- E 2341 COM(2003) 0375 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion par la Communauté européenne du protocole de 2002 à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages.
- E 2347 COM(2003) 0427 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles ("ROME II").
- E 2348 COM(2003) 0379 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les transferts de déchets.
- E 2351 COM(2003) 0448 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures.

- E 2357 COM(2003) 0370 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (Euratom) n° 2587/1999 définissant les projets d'investissement à communiquer à la Commission conformément à l'article 41 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.
- E 2365 COM(2003) 0397 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée.
- E 2366 COM(2003) 0439 Proposition de décision du Conseil sur la signature d'un accord relatif à la participation de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes. Proposition de décision du Conseil sur la conclusion d'un accord relatif à la participation de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes.
- E 2376 SN 2380/03 Projet de position commune modifiant la position commune 2001/357/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Liberia.
- E 2380 12545/03 Projet d'action commune relative à une éventuelle Mission de police de l'Union européenne dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.

- E 2385 COM(2003) 0524 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la réglementation de l'exploitation des avions relevant de l'annexe 16 de la convention relative à l'aviation civile internationale, volume 1, deuxième partie, chapitre 3, deuxième édition (1988) (version codifiée).
- E 2386 SN 2982/03 Projet de position commune 2003/.../PESC du Conseil du ... 2003 modifiant la position commune 2003/495/PESC sur l'Iraq.
- E 2387 Projet de position commune modifiant la position commune 2001/357/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Liberia.
- E 2389 COM(2003) 0537 Proposition de règlement du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en oeuvre par l'Union européenne (version codifiée).
- E 2398 COM(2003) 0559 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route (version codifiée).
- E 2403 COM(2003) 0558 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1683/95 établissant un modèle type de visa. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers.
- E 2404 COM(2003) 0589 Proposition de règlement du Conseil concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant les règlements (CE) n° 2847/93 et (CE) n° 973/2001.

- E 2405 COM(2003) 0512 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée.
- E 2412 12542/03 Proposition de décision du Conseil créant un mécanisme pour le financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense - ATHENA.
- E 2422 COM(2003) 0645 Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil. Programme législatif et de travail de la Commission pour 2004.
- E 2430 COM(2003) 0622 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'application aux institutions et organes de la CE des dispositions de la convention d'Arhus sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement.
- E 2431 COM(2003) 0624 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'accès à la justice en matière d'environnement.
- E 2433 COM(2003) 0644 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances

chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques et modifiant la directive 1999/45/CE et le règlement (CE) (sur les polluants organiques persistants). Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 67/548/CEE du Conseil afin de l'adapter au règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances.

- E 2443 COM(2003) 0677 Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part.
- E 2445 COM(2003) 0695 Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir les républiques de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur, du Pérou et la République bolivarienne du Venezuela, d'autre part ; Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir les républiques de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur, du Pérou et la République bolivarienne du Venezuela, d'autre part.

- E 2451 COM(2003) 0696 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'Accord d'Adhésion de la Communauté européenne à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le protocole de Vilnius du 3 juin 1999.
- E 2455 COM(2003) 0688 Proposition de décision-cadre du Conseil relative au mandat européen d'obtention de preuves tendant à recueillir des objets, des documents et des données en vue de leur utilisation dans le cadre de procédures pénales.
- E 2459 COM(2003) 0723 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux piles et accumulateurs usagés.
- E 2461 COM(2003) 0731 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets (version codifiée).
- E 2462 COM(2003) 0732 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant les activités de certains pays tiers dans le domaine des transports maritimes.
- E 2472 COM(2003) 0621 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire (refonte).
- E 2478 COM(2003) 0739 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques.
- E 2482 COM(2003) 0787 Livre vert : l'avenir des règles d'origine dans les régimes commerciaux préférentiels.

- E 2484 COM(2003) 0740 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastructures.
- E 2489 COM(2003) 0827 Proposition de décision du Conseil attribuant à la Cour de justice la compétence pour statuer sur les litiges relatifs au brevet communautaire.
- E 2490 COM(2003) 0828 Proposition de règlement du Conseil instituant le Tribunal du brevet communautaire et concernant les pourvois formés devant le Tribunal de première instance.
- E 2492 COM(2003) 0855 Proposition de décision du Conseil relative à l'adhésion de la Communauté à la convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'Océan pacifique occidental et central.
- E 2495 COM(2003) 0847 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté (version codifiée).
- E 2497 COM(2003) 0822 Proposition de directive du Conseil portant modification de la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le lieu des prestations de services.
- E 2499 COM(2003) 0841 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/49/CE concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'Etats membres différents.
- E 2503
Projet de position commune du Conseil modifiant et prorogeant la position commune 2002/145/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe.

- E 2504 COM(2004) 0032 Proposition de règlement du Conseil concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des États membres adoptant l'euro (version codifiée).
- E 2507 COM(2003) 0851 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République tchèque modifiant l'accord conclu le 13 avril 2000 au sujet de l'extension du réseau commun de communications/interface commune des systèmes (CCN/CSI) dans le cadre de la Convention relative à un régime de transit commun.
- E 2509 COM(2004) 0035 Proposition de directive du Conseil faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (version codifiée).
- E 2517 COM(2004) 0103 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1073/1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF).
- E 2518 COM(2004) 0104 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (Euratom) n° 1074/1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF).
- E 2520 COM(2004) 0002 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur.
- E 2523 COM(2003) 0673 Livre blanc. Espace : une nouvelle frontière européenne pour une Union en expansion - Plan d'action pour la mise en oeuvre d'une politique spatiale européenne.

- E 2526 COM(2003) 0742 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant des orientations relatives aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie et abrogeant les décisions n° 96/391/CE et 1229/2003/CE.
- E 2528 COM(2004) 0077 Proposition de règlement du Conseil relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (version codifiée).
- E 2535 COM(2004) 0139 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires (troisième paquet ferroviaire).
- E 2536 COM(2004) 0143 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires internationaux (troisième paquet ferroviaire).
- E 2537 COM(2004) 0144 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les compensations en cas de non-respect des exigences de qualité contractuelles applicables aux services de fret ferroviaire (troisième paquet ferroviaire).
- E 2544 COM(2003) 0767 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'application du code international de gestion de la sécurité (code ISM) dans la Communauté.
- E 2546
Projet de position commune 2004/.../PESC du Conseil renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie / du Myanmar.

- E 2547 COM(2004) 0226 Proposition de règlement du Conseil renforçant les mesures restrictives instituées à l'encontre de la Birmanie/Myanmar et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2000.
- E 2552 Projet de position commune 2004/ /PESC du Conseil du ... concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre du Libéria.
- E 2553 COM(2004) 0173 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer.
- E 2554 COM(2004) 0177 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE.
- E 2557 Projet de position commune du Conseil 2004/ /PESC du ... relative à de nouvelles mesures à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).
- E 2560 COM(2004) 0194 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant, pour la période du 3 décembre 2003 au 2 décembre 2007, les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de Maurice concernant la pêche dans les eaux de Maurice.
- E 2562 COM(2004) 0217 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relative à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche thonnière et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique

européenne et la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar, pour la période allant du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2006.

- E 2566 COM(2004) 0296 Proposition de décision du Conseil autorisant la République tchèque et la Pologne à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'oeuvre conformément à la procédure prévue à l'article 28, paragraphes 6 et 7, de la directive 77/388/CEE.
- E 2567 COM(2004) 0295 Proposition de directive du Conseil adaptant la directive 77/388/CEE, en raison de l'adhésion de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de la Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.
- E 2568 13417/1/03 Négociations en vue de la conclusion d'un accord entre l'Union européenne et l'Islande et la Norvège relatif à la procédure de remise entre les Etats membres de l'Union européenne et l'Islande et la Norvège.
- E 2570 COM(2004) 0227 Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen concernant l'application des articles 7 à 10 de la directive 92/12/CEE. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 92/12/CEE relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise (Présentés en application de l'article 27 de la directive 92/12/CEE).
- E 2572 COM(2004) 0232 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires (Version codifiée).

- E 2576 COM(2004) 0221 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative à certaines actions à entreprendre dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité, notamment en vue d'améliorer les échanges d'information - Proposition de décision du Conseil relative à l'échange d'informations et la coopération concernant les infractions terroristes.
- E 2577 COM(2004) 0279 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte).
- E 2579 COM(2004) 0290 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière (version codifiée).
- E 2582 COM(2004) 0254 Livre vert sur les Obligations Alimentaires.
- E 2586 COM(2004) 0327 Livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et des concessions.
- E 2587 COM(2004) 0334 Livre vert sur le rapprochement, la reconnaissance mutuelle et l'exécution des sanctions pénales dans l'Union européenne.
- E 2589 COM(2004) 0328 Proposition de décision-cadre du Conseil relative à certains droits procéduraux accordés dans le cadre des procédures pénales dans l'Union européenne.
- E 2595 COM(2004) 0326 Proposition de directive du Conseil établissant des mesures communautaires minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves (version codifiée).

- E 2634 10215/04 Projet de décision-cadre relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les infractions graves, y compris les actes terroristes.
- E 2635 COM(2004) 0246 Proposition de directive du Conseil relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (refonte).
- E 2643 COM(2004) 0465 Proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque.
- E 2644 COM(2004) 0466 Proposition de règlement du Conseil concernant les conditions spéciales applicables aux échanges avec les zones de la République de Chypre dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas de contrôle effectif.
- E 2647 COM(2004) 0492 Proposition de règlement du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds Européen de Développement Régional, le Fonds Social Européen et le Fonds de cohésion.
- E 2648 10837/3/04 Projet relatif au statut des agents de l'Agence européenne de défense.
- E 2649 11002/2/04 Projet de texte applicable aux experts et militaires nationaux détachés auprès de l'Agence européenne de défense.
- E 2650 COM(2004) 0469 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Culture 2007 (2007-2013).

- E 2651 COM(2004) 0470 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en oeuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen (MEDIA 2007).
- E 2652 COM(2004) 0471 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme 'JEUNESSE EN ACTION' pour la période 2007-2013.
- E 2653 COM(2004) 0474 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.
- E 2656 COM(2004) 0497 Proposition de règlement du Conseil : Fonds européen pour la pêche.
- E 2657 COM(2004) 0475 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil déterminant les règles générales pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens de transport et d'énergie et modifiant le règlement (CE) n° 2236/95 du Conseil.
- E 2659 COM(2004) 0516 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant une infrastructure d'information spatiale dans la Communauté (INSPIRE).
- E 2660 COM(2004) 0495 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional.
- E 2661 COM(2004) 0496 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen de coopération transfrontalière (GECT).

- E 2662 COM(2004) 0515 Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en place d'un régime d'autorisation volontaire FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne.
- E 2664 COM(2004) 0521 Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part.
- E 2666 COM(2004) 0477 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise en oeuvre des phases de déploiement et d'exploitation du programme européen de radionavigation par satellite.
- E 2667 COM(2004) 0478 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le deuxième programme "Marco Polo" pour l'octroi d'un concours financier communautaire visant à améliorer les performances environnementales du système de transport de marchandises ("Marco Polo II").
- E 2668 COM(2004) 0493 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen.
- E 2669 COM(2004) 0528 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1035/2001 établissant un schéma de documentation des captures pour le *Dissostichus* spp.
- E 2670 COM(2004) 0427 Proposition de position commune du Conseil relative au transfert de certaines données à Interpol.

- E 2674 COM(2004) 0501 Proposition de décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes. Proposition de règlement du Conseil fixant les mesures d'exécution de la correction des déséquilibres budgétaires conformément aux articles 4 et 5 de la décision du Conseil du (...) relative au système des ressources propres des Communautés européennes.
- E 2675 COM(2004) 0488 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale - PROGRESS.
- E 2676 COM(2004) 0560 Proposition de décision du Conseil portant approbation de la conclusion de la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire. Proposition de décision du Conseil portant approbation de la conclusion de la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique.
- E 2677 SG A2 (2004) D/6944 Lettre de la Commission européenne du 4 août 2004 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume du Danemark en date du 17 mai 2004, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme.
- E 2681 COM(2004) 0550 Proposition de règlement du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures dans le cas des nouveaux États membres ayant adhéré à l'Union européenne le 1er mai 2004.

- E 2687 COM(2004) 0559 Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.
- E 2690 COM(2004) 0531 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie.
- E 2694 COM(2004) 0562 Livre vert sur la reconnaissance mutuelle des mesures de contrôle présentencielles non privatives de liberté.
- E 2696 COM(2004) 0142 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la certification du personnel de bord assurant la conduite de locomotives et de trains sur le réseau ferroviaire de la Communauté (troisième paquet ferroviaire).
- E 2697 Projet de position commune du .../PESC concernant la levée des mesures restrictives à l'encontre de la Libye.
- E 2699 COM(2004) 0582 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 98/71/CE sur la protection juridique des dessins ou modèles.

E 2700 COM(2004) 0593 Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse.

- E 2702 COM(2004) 0594 Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 343/2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) n° 2725/2000 concernant la création du système "Eurodac" pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la Convention de Dublin. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 343/2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) n° 2725/2000 concernant la création du système "Eurodac" pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la Convention de Dublin.
- E 2703 COM(2004) 0596 Proposition de décision du Conseil sur la signature, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion

à l'Union européenne. Proposition de décision du Conseil sur la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne.

- E 2704 COM(2004) 0607 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.
- E 2706 COM(2004) 0610 Proposition de décision du Conseil portant ajustement des ressources financières du 9ème Fonds Européen de Développement à la suite de l'adhésion de la République démocratique du Timor Leste à l'Accord de Partenariat ACP-CE.
- E 2709 10691/1/04 Proposition de décision du Conseil relative à l'application, par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des dispositions de l'acquis de Schengen sur la protection des données.
- E 2710 COM(2004) 0608 Livre vert concernant les marchés publics de la défense.
- E 2711 COM(2004) 0645 Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre

la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique.

- E 2717 COM(2004) 0621 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'instrument financier pour l'environnement (LIFE+).
- E 2718 COM(2004) 0581 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : renforcer la gouvernance économique et clarifier la mise en oeuvre du pacte de stabilité et de croissance.
- E 2719 COM(2004) 0649 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine de l'audiovisuel, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse aux programmes communautaires MEDIA Plus et MEDIA Formation, ainsi que d'un acte final.
- E 2723 PESC Birmanie
oct/04 Proposition de position commune 2004/.../PESC du Conseil du ... concernant des mesures restrictives complémentaires à l'encontre de la Birmanie / du Myanmar et modifiant la position commune 2004/423/PESC.
- E 2724 COM(2004) 0627 Proposition de règlement du Conseil établissant un instrument d'aide de préadhésion (IAP).
- E 2725 COM(2004) 0628 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat.
- E 2726 COM(2004) 0629 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique.
- E 2727 COM(2004) 0630 Proposition de règlement du Conseil instituant un instrument de stabilité.

- E 2729 COM(2004) 0658 Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant la participation de la Suisse à l'agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant la participation de la Suisse à l'agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement.
- E 2730 COM(2004) 0634 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la création d'un registre européen des rejets et transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil.
- E 2731 COM(2004) 0635 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et transferts de polluants.
- E 2732 COM(2004) 0664 Proposition de décision du Conseil relative à l'échange d'informations extraites du casier judiciaire.
- E 2733 COM(2004) 0675 Livre blanc concernant la révision du règlement (CEE) n° 4056/86 déterminant les modalités d'application des règles européennes de concurrence aux transports maritimes.
- E 2743 COM(2004) 0599 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux médicaments utilisés en pédiatrie, modifiant le règlement (CEE) n° 1768/92, la directive 2001/83/CE et le règlement (CE) n° 726/2004.

- E 2744 COM(2004) 0654 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès au marché des services portuaires.
- E 2745 13848/04 Budget de Sisnet pour l'année 2005.
- E 2751 SN 3394/04 Eurojust : accord de coopération avec le Royaume de Norvège.
- E 2754 COM(2004) 0687 Proposition de règlement du Conseil portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union.
- E 2755 COM(2004) 0665 Proposition de décision du Conseil définissant la position de la Communauté à l'égard de la prorogation de l'accord international de 1986 sur l'huile d'olive et les olives de table.
- E 2756 COM(2004) 0697 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2001/855/CE du Conseil du 15 novembre 2001 autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur des dispositions dont les matières relèvent de la politique commerciale commune contenues dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et dans les accords commerciaux conclus par les Etats Membres avec les pays tiers.
- E 2761 COM(2004) 0728 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en vue de simplifier les obligations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée - Proposition de directive du Conseil définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 77/388/CEE, en faveur des assujettis non établis à l'intérieur du pays mais qui sont établis dans un autre Etat membre - Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1798/2003 en vue d'introduire des modalités de coopération administrative dans le cadre du système de guichet unique et de la

procédure de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée.

- E 2762 COM(2004) 0730 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital.
- E 2765 COM(2004) 0623 Proposition de décision du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) en tant qu'organe de l'Union européenne.
- E 2772 14207/04 Initiative du Royaume de Belgique visant à faire adopter par le Conseil une décision-cadre relative à la reconnaissance et à l'exécution dans l'Union européenne des interdictions résultant de condamnations pour infractions sexuelles commises à l'égard d'enfants.
- E 2773 COM(2004) 0737 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique.
- E 2774 SG(2004) D/9878 Lettre de la Commission européenne du 22 novembre 2004 relative à une demande de dérogation présentée par la République de Chypre en date du 11 novembre 2004, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme.
- E 2776 SEC(2004) 1310 Projet de règlement de la Commission modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement

Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque ; Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

- | | | |
|--------|---------------------------|---|
| E 2785 | Pesc (2004) Côte d'ivoire | Projet de position commune ... du Conseil concernant les mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire. |
| E 2790 | 14439/04 | Proposition concernant les dispositions du règlement intérieur d'Eurojust relatives au traitement et à la protection des données à caractère personnel, à soumettre au Conseil. |
| E 2791 | COM(2004) 0708 | Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil fixant les règles relatives aux quantités nominales des produits en préemballages, abrogeant les directives 75/106/CEE et 80/232/CEE du Conseil, et modifiant la directive 76/211/CEE du Conseil. |
| E 2792 | 16027/04 | Projet de décision du Conseil modifiant la décision 2004/197/CSFP du Conseil du 23 février 2004 créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)- Modif ATHENA. |

- E 2793 15059/04 Projet de décision du Conseil modifiant la décision 2004/197/PESC créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)- Modif "PESC ATHENA.
- E 2800 COM(2004) 0487 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Perspectives financières 2007 - 2013.
- E 2801 COM(2004) 0808 Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire de certaines dispositions d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République arabe syrienne, d'autre part - Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République arabe syrienne, d'autre part.
- E 2806 COM(2004) 0837 Communication - Ajustement technique des perspectives financières pour 2006 à l'évolution du RNB et des prix (Point 15 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire).
- E 2809 COM(2004) 0864 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de

Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

- E 2810 COM(2004) 0830 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 (Modifications diverses 2004).
- E 2811 COM(2004) 0835 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les Etats membres sur les visas de court séjour.
- E 2813 COM(2004) 0811 Livre vert sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques.
- E 2823-8 SEC(2005) 1226 Avant-projet de budget rectificatif n° 8 au budget général 2005. État des recettes et des dépenses par section - Section III - Commission.
- E 2816 COM(2004) 0862 Proposition de décision du Conseil relative à la demande de signature et à l'application provisoire d'un protocole à l'accord intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à la Communauté de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à

l'accord intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à la Communauté de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

- E 2823-7 COM(2005) 0419 Avant-projet de budget rectificatif n° 7/2005 - État général des recettes - État des recettes et des dépenses par section - Section IV - Cour de justice.
- E 2823-6 SEC(2005) 1083 Avant-projet de budget rectificatif n° 6 au budget 2005 - État général des recettes - État des recettes et des dépenses par section - Section III - Commission.
- E 2820 SG(2005) D/264 Lettre de la Commission européenne du 11 janvier 2005, relative à une demande de dérogation présentée par le République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas en date du 8 octobre 2004 et du 25 octobre 2004 en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme.
- E 2821 COM(2005) 0010 Livre blanc relatif à l'échange d'informations sur les condamnations pénales et à l'effet de celles-ci dans l'Union européenne.
- E 2822 COM(2005) 0015 Programme de travail de la Commission pour 2005 - Communication du Président en accord avec Mme Wallström, Vice-présidente.

- E 2824 PESC TPIY 2005 Projet de décision 2005/.../PESC du Conseil du ... mettant en oeuvre la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).
- E 2825 SN 1166/05 Projet de position commune 2005/.../PESC du Conseil du ... modifiant la position commune 2004/423/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar.
- E 2826 COM(2005) 0012 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur les "Objectifs stratégiques 2005-2009 - Europe 2010 : un partenariat pour le renouveau européen - Prospérité, solidarité et sécurité".
- E 2827 Projet de position commune du ... prorogeant la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe.
- E 2828 COM(2005) 0033 Communication de la Commission sur l'Agenda social.
- E 2829 COM(2005) 0024 Communication au Conseil européen de printemps - Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi - Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne (Communication du Président Barroso en accord avec le vice-président Verheugen).
- E 2834 COM(2005) 0035 Communication de la Commission : Vaincre le changement climatique planétaire.
- E 2835 COM(2005) 0037 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. Examen de la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures.

- E 2836 COM(2004) 0486 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil, portant refonte de la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 mars 2000, concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et de la directive 93/6/CEE du Conseil, du 15 mars 1993, sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit - Volumes I/III, II/III et III/III.
- E 2837 COM(2005) 0065 Livre vert : Successions et testaments.
- E 2838 COM(2005) 0056 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des règles relatives au petit trafic frontalier aux frontières terrestres extérieures des Etats membres et modifiant la Convention de Schengen et les Instructions consulaires communes.
- E 2839 COM(2005) 0006 Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la lutte contre la criminalité organisée.
- E 2840 COM(2005) 0047 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens.
- E 2841 COM(2005) 0048 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'information des passagers du transport aérien sur l'identité du transporteur aérien effectif et la communication des informations de sécurité par les Etats membres.
- E 2844 COM(2004) 0718 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale.

- E 2845 COM(2005) 0088 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères.
- E 2846 COM(2005) 0082 Livre vert sur le droit applicable et la compétence en matière de divorce.
- E 2847 COM(2005) 0091 Proposition de décision-cadre relative à la prise en compte des décisions de condamnation entre les Etats membres de l'Union européenne à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale.
- E 2848 COM(2005) 0094 Communication de la Commission. Livre vert. Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations.
- E 2849 COM(2005) 0089 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne certaines mesures visant à simplifier la perception de la taxe sur la valeur ajoutée et à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et abrogeant certaines décisions accordant des dérogations.
- E 2852 PESC RDC 2005 Projet d'action commune du Conseil PESC/.../2005 du ... concernant la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République Démocratique du Congo (RDC).
- E 2853 COM(2004) 0432 Communication de la Commission, intitulée : Mise en oeuvre de l'action-cadre "Mettre à jour et simplifier l'Acquis Communautaire".
- E 2854 COM(2005) 0112 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre commun pour le développement de répertoires d'entreprises utilisés à des fins statistiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2186/93 du Conseil.

- E 2857 COM(2005) 0127 Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant la mise en oeuvre et la poursuite du programme Périclès pour la protection de l'euro contre le faux monnayage. Proposition de décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (programme "Périclès"). Proposition de décision du Conseil élargissant aux États membres non participants l'application de la décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision du Conseil du 17 décembre 2001 établissant un programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage. (Programme "Périclès").
- E 2858 COM(2005) 0131 Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un Protocole à l'Accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un Etat membre, en Islande ou en Norvège. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'Accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un Etat membre, en Islande ou en Norvège.
- E 2859 PESC
BIRMANIE 2005 Projet de position commune 2005/.../PECS du Conseil du ... prorogeant et modifiant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar.

- E 2860 7612/05 Projet de budget 2006 pour Europol.
- E 2862 7307/05 Projet de décision-cadre du Conseil concernant l'ordonnance d'exécution européenne et le transfèrement des personnes condamnées entre les États membres de l'Union européenne.
- E 2863 COM(2005) 0136 Proposition de directive du Conseil modifiant, en ce qui concerne la durée d'application du minimum du taux normal, la directive 77/388/CEE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.
- E 2864 COM(2005) 0145 Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.
- E 2865 COM(2005) 0115 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Améliorer la santé, la sécurité et la confiance des citoyens : une stratégie en matière de santé et de protection des consommateurs. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé et de la protection des consommateurs (2007-2013).

- E 2867 COM(2005) 0132 Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social : Accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement : la contribution de l'Union européenne.
- E 2868 COM(2005) 0116 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2007-2013, le programme "Citoyens pour l'Europe" visant à promouvoir la citoyenneté européenne active.
- E 2869 COM(2005) 0119 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013). Proposition de décision du Conseil relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011). Bâtir l'Europe de la connaissance.
- E 2870 COM(2005) 0108 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne.
- E 2874 COM(2005) 0113 Proposition de règlement du Conseil instituant un instrument de préparation et de réaction rapide aux urgences majeures.
- E 2875 COM(2005) 0122 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen établissant pour 2007-2013 un programme-cadre "Droits fondamentaux et justice". Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant pour 2007-2013 le programme spécifique "Combattre la violence (Daphné), prévenir la consommation de drogue et informer le public" dans le cadre du programme général

"Droits fondamentaux et justice". Proposition de décision du Conseil établissant pour 2007-2013 le programme spécifique "Droits fondamentaux et citoyenneté" dans le cadre du programme général "Droits fondamentaux et justice". Proposition de décision du Conseil établissant pour 2007-2013 le programme spécifique "Justice pénale" dans le cadre du programme général "Droits fondamentaux et justice". Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant pour la période 2007-2013 le programme spécifique "Justice civile" dans le cadre du programme général "Droits fondamentaux et justice".

- E 2876 SG(2005) D/4327 Lettre de la Commission européenne du 16 mars 2005 relative à une demande de dérogation présentée par la Lettonie en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme.
- E 2879 Pesc Soudan 04/05 Projet de position commune du Conseil du ... concernant des mesures restrictives à l'encontre du Soudan et abrogeant la position commune 2004/31/PESC.
- E 2881 COM(2005) 0121 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (2007-2013).
- E 2882 COM(2005) 0177 Livre vert sur la politique des services financiers (2005-2010).
- E 2885 COM(2005) 0185 Proposition de décision du Conseil concernant la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord modifiant l'accord de partenariat signé à Cotonou le 23 juin 2000 entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses

États membres, d'autre part - Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord modifiant l'accord de partenariat signé le 23 juin 2000 entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part.

- E 2886 COM(2005) 0191 Proposition de décision du Conseil relative à la signature du protocole additionnel à l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, par suite de l'élargissement de l'Union européenne. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole additionnel à l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, par suite de l'élargissement de l'Union européenne.
- E 2887 COM(2005) 0200 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada sur le traitement des données relatives aux informations anticipées sur les voyageurs (API)/dossiers passagers (PNR).
- E 2888 COM(2005) 0183 Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse portant révision de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif à la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité - Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse portant révision de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif à la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité.

- E 2895 PESC RDC 6/2005 Projet de position commune .../PESC du Conseil du ...concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo et abrogeant la position commune 2002/829/PESC.
- E 2897 COM(2005) 0230 Proposition de décision du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II).
- E 2898 COM(2005) 0236 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II).
- E 2899 COM(2005) 0237 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'accès des services des États membres chargés de l'immatriculation des véhicules au système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II).
- E 2902-2 COM(2005) 0300 Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2006. Volume 1. A - Introduction et financement du budget général. B - Etat général des recettes par ligne budgétaire. C - Effectifs. D - Patrimoine immobilier.
- E 2900 SG(2005) D/5441 Saisine de la Commission par la République de Lituanie par lettre du 03/08/2004 concernant une demande de dérogation relative à l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires.
- E 2901 COM(2005) 0210 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au financement pluriannuel de l'Agence européenne pour la sécurité maritime dans le domaine de la lutte contre la

pollution causée par les navires et modifiant le règlement (CE) n° 1406/2002.

- E 2902-1 COM(2005) 0300 Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2006. Volume 0. Introduction générale.
- E 2902 COM(2005) 0300 Avant-projet de budget général de la Commission européenne pour l'exercice 2006. Aperçu général.
- E 2903 COM(2005) 0190 Agences européennes de régulation. Propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements : (CEE) n° 1210/90 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif, (CEE) n° 337/75 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CEE) n° 1365/75 en ce qui concerne le mandat du directeur et du directeur adjoint, (CEE) n° 1360/90 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CEE) n° 302/93 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CE) n° 178/2002 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, (CE) n° 851/2004 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CE) n° 726/2004 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif de l'Agence européenne des médicaments, (CE) n° 2062/94 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CE) n° 1406/2002 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CE) n° 1592/2002 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif et des directeurs de l'Agence européenne de la sécurité aérienne, (CE) n° 881/2004 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif. Propositions de règlement du Conseil modifiant les règlements : (CE) n° 40/94 en ce qui concerne le mandat du président de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur, (CE) n° 2100/94 en ce qui concerne le mandat du président de l'Office communautaire des variétés végétales, (CE) n° 2965/94 en ce qui concerne le

mandat du directeur, (CE) n° 1035/97 en ce qui concerne le mandat du directeur, (CE) n° 1321/2004 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif de l'Autorité européenne de surveillance GNSS, (CE) n° 2007/2004 en ce qui concerne le mandat du directeur exécutif et du directeur exécutif adjoint de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne.

- E 2905 COM(2005) 0241 Proposition de décision du Conseil modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.
- E 2908 COM(2005) 0238 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 3317/94 en ce qui concerne la transmission des demandes de licences de pêche aux pays tiers.
- E 2910 COM(2005) 0059 Agences européennes de régulation - Projet d'accord interinstitutionnel pour un encadrement des agences européennes de régulation.
- E 2911 COM(2005) 0253 Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil portant modification de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers, en ce qui concerne certaines échéances.
- E 2914 COM(2005) 0265 Livre vert sur l'efficacité énergétique ou "Comment consommer mieux avec moins".
- E 2915 PESC
DARFOUR Projet d'action commune 2005/ /PESC du Conseil du ... relatif à l'action civilo-militaire de l'Union européenne en soutien à la mission de surveillance de l'Union africaine dans la région du Darfour au Soudan (AMIS II).

- E 2916 COM(2005) 0263 Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre - Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1782/2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs. Proposition de règlement du Conseil instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté européenne et modifiant le règlement (CE) n° 1258/01999 relatif au financement de la politique agricole commune.
- E 2918 COM(2005) 0280 Proposition de règlement du conseil portant création d'une Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et proposition de décision du Conseil autorisant l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne à exercer ses activités dans les domaines visés au titre VI du traité sur l'Union européenne.
- E 2919 COM(2005) 0314 Livre vert sur l'amélioration du cadre régissant les fonds d'investissement dans l'UE.
- E 2920 COM(2005) 0327 Livre vert sur le crédit hypothécaire dans l'Union européenne.
- E 2921 COM(2004) 0272 Proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République

slovaque à l'Union européenne.

- E 2922 COM(2005) 0261 Proposition de directive du Conseil concernant les taxes sur les voitures particulières.
- E 2924 COM(2005) 0276 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures pénales visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle et proposition de décision cadre du Conseil visant le renforcement du cadre pénal pour la répression des atteintes à la propriété intellectuelle.
- E 2927 SN 2820/05 Eurojust : accord de coopération entre Eurojust et l'Islande.
- E 2928 SN 2821/05 Eurojust : accord de coopération entre Eurojust et la Roumanie.
- E 2929 10706/05 Initiative du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de l'adoption d'une décision du Conseil modifiant la décision 2003/170/JAI relative à l'utilisation commune des officiers de liaison détachés par les autorités répressives des États membres.
- E 2931 COM(2005) 0181 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes. Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen. Rapport sur l'application des dispositions du nouveau règlement financier.
- E 2932 COM(2005) 0317 Proposition de décision du Conseil concernant l'amélioration de la coopération policière entre les États membres de l'Union européenne, en particulier aux frontières intérieures, et modifiant la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

- E 2933 COM(2005) 0321 Proposition de décision du Conseil permettant aux pays éligibles au futur instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) de bénéficier du programme d'assistance technique et d'échange d'informations TAIEX.
- E 2934 COM(2005) 0325 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention relative au renforcement de la Commission interaméricaine du thon tropical établie par la convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica.
- E 2935 COM(2005) 0123 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen établissant un programme-cadre de solidarité et de gestion des flux migratoires pour la période 2007-2013. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général 'Solidarité et gestion des flux migratoires'. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds pour les frontières extérieures pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Solidarité et gestion des flux migratoires'. Proposition de décision du Conseil portant création du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Solidarité et gestion des flux migratoires'. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général 'Solidarité et gestion des flux migratoires'.

- E 2936 COM(2005) 0333 Proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse d'autre part.
- E 2937 COM(2005) 0343 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds.
- E 2938 PESC
OUZBEKISTAN
2005 Projet de position commune du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan.
- E 2939 COM(2005) 0326 Proposition de règlement du Conseil relatif à la négociation d'accords sur le commerce des services autres que de transport.
- E 2940 COM(2005) 0342 Proposition de décision du Conseil modifiant l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en vue de permettre à celle-ci de financer des opérations en Mongolie.
- E 2941 Pesc mission
Aceh 08/05 Projet d'action commune du Conseil relative à la Mission de surveillance à Aceh (Indonésie) de l'Union européenne.
- E 2942 SG A2 (2005)
D/8437 Lettre de la Commission du 6 septembre 2005 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume d'Espagne en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme.
- E 2943 11499/05 Projet d'accord entre Europol et le Canada.

- E 2944 COM(2005) 0372 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.
- E 2945 COM(2005) 0362 Proposition de directive du Conseil relative aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture, et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies. Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 90/424/CEE relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire.
- E 2947 COM(2005) 0347 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision n° 2256/2003/CE en vue de la prolongation en 2006 du programme pour la diffusion des bonnes pratiques et le suivi de l'adoption des TIC.
- E 2948 COM(2005) 0391 Proposition de directive du Conseil et du Parlement européen relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.
- E 2949 COM(2005) 0395 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1493/1999 portant organisation commune du marché vitivinicole.

- E 2950 COM(2005) 0124 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen établissant un programme-cadre "Sécurité et protection des libertés" pour la période 2007-2013 - Proposition de décision du Conseil établissant le programme spécifique "Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme" pour la période 2007-2013 - programme général "Sécurité et protection des libertés" - Proposition de décision du Conseil établissant le programme spécifique "Prévenir et combattre la criminalité" pour la période 2007-2013 - programme général "Sécurité et protection des libertés".
- E 2951 COM(2005) 0388 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative aux programmes de protection régionaux.
- E 2952 COM(2005) 0389 Communication de la Commission au conseil, au parlement européen, au comité économique et social européen et au comité des régions : Programme commun pour l'intégration - Cadre relatif à l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne.
- E 2953 COM(2005) 0390 Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au comité des régions - Migration et développement : des orientations concrètes.
- E 2954 COM(2005) 0398 Proposition de règlement du Conseil concernant la proposition relative à un mécanisme compensatoire à l'encontre des importations originaires de certains pays non membres de la Communauté européenne.
- E 2955 COM(2005) 0401/2 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne, en application du point 3 de l'accord

interinstitutionnel du 7 novembre 2002 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur le financement du Fonds de solidarité de l'Union européenne complétant l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire.

- E 2958 SG(2005) D/8159 Lettre de la Commission du 22 août 2005 relative à une demande de dérogation présentée par la Lituanie en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, relative aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme.
- E 2959 COM(2005) 0357 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 974/98 concernant l'introduction de l'euro.
- E 2961 COM(2005) 0420 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles, pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011.
- E 2962 COM(2005) 0421 Proposition de règlement du Conseil concernant la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles, pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011.
- E 2963 COM(2005) 0399 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (refonte).

- E 2964 11903/05 Projet d'accord entre Europol et la Croatie.
- E 2965 COM(2005) 0435 Proposition de décision du Conseil sur la signature par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie. Proposition de décision du Conseil sur la conclusion par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie.
- E 2966 COM(2005) 0438 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la conservation des données traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public, et modifiant la directive 2002/58/CE.
- E 2967 COM(2005) 0427 Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 69/169/CEE en ce qui concerne la restriction quantitative temporaire sur les importations de bière en Finlande.
- E 2968 COM(2005) 0429 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.
- E 2969 COM(2005) 0404 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les Iles Salomon concernant la pêche au large des Iles Salomon.
- E 2970 COM(2005) 0319 Proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen, relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer, par route.
- E 2972 COM(2005) 0460 Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2000/24/CE afin d'inclure les Maldives dans la liste des pays couverts, suite aux tsunamis de l'océan Indien de décembre 2004.

- E 2973 SG A2 (2005)
D/9543 Lettre de la Commission du 6 octobre 2005 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume d'Espagne, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme.
- E 2974 SN 2823/1/05 Projet de position commune du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan.
- E 2976 COM(2005) 0467 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à l'Année européenne du dialogue interculturel (2008).
- E 2977 COM(2005) 0475 Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.
- E 2978 12717/05 Projet de budget relatif à l'exercice 2006 pour le réseau SISNET.
- E 2979 COM(2005) 0502 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les États fédérés de Micronésie concernant la pêche dans les États fédérés de Micronésie.
- E 2980 COM(2005) 0484 Livre vert : Améliorer la santé mentale de la population. Vers une stratégie sur la santé mentale pour l'Union européenne.
- E 2981 COM(2005) 0490 Proposition de décision-cadre du Conseil relative à l'échange d'informations en vertu du principe de disponibilité.

- E 2982 COM(2005) 0462 Communication de la Commission. Résultat de l'examen des propositions législatives en instance devant le législateur.
- E 2983 SEC(2005) 1269 Lettre rectificative n° 1 à l'avant-projet de budget 2006 - État général des recettes - État des recettes et des dépenses par section - Section III - Commission.
- E 2985 COM(2005) 0471 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'accords sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Japon et entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre des accords conclus par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun.
- E 2986 COM(2005) 0457 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques.
- E 2987 COM(2005) 0510 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume de Thaïlande. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun.

- E 2988 COM(2005) 0498 Proposition de règlement du Conseil portant modification et mise à jour du règlement (CE) n° 1334/2000 instituant un régime communautaire de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage.
- E 2989 Pesc police Palestine 13696/05 Projet d'action commune du Conseil relative à la mission de police de l'Union européenne pour les Territoires palestiniens.
- E 2990 SN 3411/05 Projet d'action commune du Conseil modifiant et prorogeant l'action commune 2004/847/PESC du 9 décembre 2004 relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée (EUPOL « Kinshasa »).
- E 2991 COM(2005) 0531 Programme législatif et de travail de la Commission pour 2006 - Libérer tout le potentiel de l'Europe - Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, et au Comité des régions.
- E 2992 COM(2005) 0507 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'amélioration de la portabilité des droits à pension complémentaire.
- E 2993 SG A2 (2005) D/10304 Lettre de la Commission du 26 octobre 2005 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme.
- E 2994 SEC(2005) 1379 Lettre rectificative n° 2 à l'avant-projet de budget pour 2006 - État général des recettes - État des recettes et des dépenses par section - Section III - Commission.

- E 2995 COM(2005) 0439 Proposition de décision du Conseil relative un programme spécifique à mettre en oeuvre au moyen d'actions directes par le Centre Commun de recherche au titre du septième programme-cadre (2007-2013) [7ème PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration.
- E 2996 COM(2005) 0440 Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique "Coopération" mettant en oeuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7ème PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration.
- E 2997 COM(2005) 0441 Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique "Idées" mettant en oeuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7ème PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration.
- E 2998 COM(2005) 0442 Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique "Personnel" mettant en oeuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7ème PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration.
- E 2999 COM(2005) 0443 Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique "Capacités" mettant en oeuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7ème PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration.

- E 3000 COM(2005) 0444 Proposition de décision du Conseil relative un programme spécifique à mettre en oeuvre au moyen d'actions directes par le Centre Commun de recherche au titre du septième programme-cadre (2007-2011) [7ème PCRD] de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche nucléaire et de formation.
- E 3001 COM(2005) 0538 Proposition de décision du Conseil concernant l'adoption de l'accord relatif à l'octroi d'un régime de franchise de droits aux circuits intégrés à puces multiples. Proposition de décision du Conseil concernant l'approbation de l'accord relatif à l'octroi d'un régime de franchise de droits aux circuits intégrés à puces multiples.
- E 3002 COM(2005) 0547 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis sur le commerce du vin.
- E 3003 14086/05 Projet d'action commune du Conseil portant création d'une équipe de police consultative de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine à l'expiration de la Mission de police de l'Union européenne (EUPOL PROXIMA).
- E 3004 SG A2 (2005) D/10208 Lettre de la Commission européenne du 24 octobre 2005, relative à une demande de dérogation présentée par la République italienne en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA.
- E 3005 Pesc RDC nov 2005 Projet d'action commune 2005/.../PESC du Conseil du ... modifiant l'action commune 2005/.../PESC en ce qui concerne la mise en place d'un projet d'assistance technique relatif à l'amélioration de la chaîne de paiement du ministère de la défense en République

démocratique du Congo (RDC).

- | | | |
|--------|---------------------|---|
| E 3006 | 3490/1/05 REV 1 | Projet révisé d'action commune 2006/.../PESC du Conseil concernant le soutien aux activités de l'OIAC dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive. |
| E 3007 | PESC BOSNIE 2005 | Projet d'action commune du Conseil .../.../PESC du ... relative à la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine. |
| E 3008 | COM(2005) 0480 | Proposition de décision du Conseil relative à l'établissement d'une procédure d'information mutuelle sur les mesures des États membres dans les domaines de l'asile et de l'immigration. |
| E 3009 | PESC RAFAH 2005 | Projet d'action commune PESC du Conseil relative à la mise en place d'une mission d'assistance frontalière de l'Union européenne au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah). |
| E 3010 | COM(2005) 0572 | Proposition de règlement du Conseil rectifiant le règlement (CE) n° 1786/2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fourrages séchés. |
| E 3011 | COM(2005) 0567 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments de thérapie innovante et modifiant la directive 2001/83/CE ainsi que le règlement (CE) n° 726/2004. |
| E 3012 | COM(2005) 0579 | Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1592/2002 du 15 juillet 2002 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne - 2005/0228 (COD). |

- E 3013 COM(2005) 0584 Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif aux amendements modifiant le protocole. fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord de coopération en matière de pêches maritimes entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie pour la période allant du 1er août 2001 au 31 juillet 2006.
- E 3014 COM(2005) 0591 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif aux amendements modifiant le protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord de coopération en matière de pêches maritimes entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie pour la période allant du 1er août 2001 au 31 juillet 2006.
- E 3015 COM(2005) 0447 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.
- E 3016 COM(2005) 0576 Livre vert sur un programme européen de protection des infrastructures critiques.
- E 3017 COM(2005) 0560 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Royaume hachémite de Jordanie concernant des mesures de libéralisation réciproques et le remplacement des protocoles nos 1 et 2 et des annexes I, II, III et IV de l'accord d'association CE/Jordanie.

- E 3018 COM(2005) 0610 Proposition de décision du Conseil concernant la signature et l'application provisoire d'un accord bilatéral entre la Communauté européenne et la République du Belarus sur le commerce de produits textiles.
- E 3019 COM(2005) 0606 Livre vert sur l'avenir du réseau européen des migrations.
- E 3020 COM(2005) 0601 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la Thaïlande conformément à l'article XXVIII du GATT 1994 pour la modification des concessions prévues, en ce qui concerne le riz, dans la liste communautaire CXL annexée au GATT 1994.
- E 3021 COM(2005) 0629 Livre blanc, Politique des services financiers 2005-2010.
- E 3022 COM(2005) 0583 Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur les conséquences de l'arrêt de la Cour du 13.9.05 (C-176/03 Commission contre Conseil).
- E 3023 COM(2005) 0600 Proposition de décision du Conseil concernant l'accès en consultation au système d'information sur les visas (VIS) par les autorités des États membres compétentes en matière de sécurité intérieure et par l'Office européen de police (Europol) aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière.
- E 3025 COM(2005) 0602 Communication de la Commission au Conseil relative au projet de réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR) et à la constitution de l'entreprise commune SESAR. Proposition de règlement du Conseil relatif à la constitution

d'une entreprise commune pour la réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR).

- E 3026 COM(2005) 0608 Proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes communautaire (Code des douanes modernisé) - Mettre en oeuvre le programme communautaire de Lisbonne.
- E 3027 COM(2005) 0609 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à un environnement sans support papier pour la douane et le commerce - Mettre en oeuvre le programme communautaire de Lisbonne.
- E 3028 COM(2005) 0603 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les services de paiement dans le marché intérieur et modifiant les directives 97/7/CE, 2000/12/CE et 2002/65/CE - Mettre en oeuvre le programme communautaire de Lisbonne.
- E 3029 COM(2005) 0618 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les restrictions à la commercialisation et à l'utilisation des sulfonates de perfluorooctane (modification de la directive 76/769/CEE du Conseil).
- E 3030 COM(2005) 0622 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels.
- E 3031 COM(2005) 0625 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie.

- E 3032 COM(2005) 0630 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République démocratique de Sao Tomé e Príncipe concernant la pêche au large de Sao Tomé e Príncipe pour la période allant du 1 juin 2005 au 31 mai 2006.
- E 3033 COM(2005) 0631 Proposition de décision du Conseil relative à signature au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République démocratique de Sao Tomé e Príncipe concernant la pêche au large de Sao Tomé e Príncipe pour la période allant du 1 juin 2005 au 31 mai 2006.
- E 3034 COM(2005) 0637 Livre Vert " Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique : une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques ".
- E 3035 COM(2005) 0638 Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/96 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche.
- E 3036 COM(2005) 0635 Proposition de décision du Conseil modifiant les décisions 98/161/CE, 2004/228/CE et 2004/295/CE en ce qui concerne la prorogation des mesures visant à lutter contre la fraude à la TVA dans le secteur des déchets.

- E 3037 COM(2005) 0640 Proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun.
- E 3038 COM(2005) 0646 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 89/552/CE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle.
- E 3039 COM(2005) 0650 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I).
- E 3040 COM(2005) 0653 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil en ce qui concerne la transmission des données de comptabilité nationale.
- E 3041 COM(2005) 0613 Proposition de règlement du Conseil portant application de certaines règles de concurrence à la production et au commerce des produits agricoles (version codifiée).
- E 3042 COM(2005) 0087 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne pour les demandes de faible importance.
- E 3043 COM(2005) 0125 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation et l'étiquetage des boissons spiritueuses.
- E 3044 COM(2005) 0649 Proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires.

- E 3045 COM(2005) 0659 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'Australie. Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en oeuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun.
- E 3046 PESC COTE D'IVOIRE 12/200 2005/.../PESC Projet de position commune du Conseil renouvelant et complétant les mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire.
- E 3047 COM(2005) 0672 Livre vert sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante.
- E 3048 COM(2005) 0676 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71.
- E 3049 COM(2005) 0681 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 90/385/CEE et 93/42/CEE du Conseil et la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil en rapport avec la révision des directives relatives aux dispositifs médicaux.

- E 3050 COM(2005) 0651 Proposition de règlement du Conseil abrogeant le règlement (CEE) n° 4056/86 déterminant les modalités d'application des articles 85 et 86 du traité aux transports maritimes et modifiant le règlement (CE) n° 1/2003 de manière à étendre son champ d'application au cabotage et aux services internationaux de tramp.
- E 3051 COM(2005) 0660 Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce du vin annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part.
- E 3052 COM(2005) 0682 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la République du Chili concernant des modifications à apporter à l'accord relatif au commerce des boissons spiritueuses et des boissons aromatisées annexé à l'accord d'association conclu entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part.
- E 3053 SEC(2005) 1240 Projet de règlement (CE, Euratom) de la Commission modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.
- E 3054 PESC LIBERIA 2006 Projet de position commune du Conseil 2006/.../PESC du ... renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Liberia.

- E 3055 COM(2005) 0634 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la promotion de véhicules de transport routier propres.
- E 3056 COM(2005) 0667 Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil relative aux déchets.
- E 3057 COM(2005) 0705 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil définissant les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités pour la mise en œuvre du septième programme cadre de la Communauté européenne et fixant les règles de diffusion des résultats de la recherche (2007-2013).
- E 3058 COM(2005) 0683 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions et aux informations sur la réparation des véhicules, modifiant la directive 72/306/CEE et la directive .../.../CE.
- E 3059 COM(2005) 0685 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'exercice des droits de vote des actionnaires de sociétés qui ont leur siège statutaire dans un Etat membre et dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2004/109/CE.
- E 3060 COM(2005) 0692 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc.
- E 3061 COM(2005) 0693 Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République unie de Tanzanie concernant la pêche dans la zone de pêche de la Tanzanie.

- E 3062 COM(2005) 0673 Proposition de directive du Conseil relative à la surveillance et au contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé.
- E 3063 COM(2005) 0445 Proposition de décision du Conseil concernant le programme spécifique mettant en oeuvre le septième programme-cadre (2007-2011) de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire.
- E 3064 COM(2005) 0687 Proposition de décision du Conseil approuvant l'adhésion de la Communauté européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève le 2 juillet 1999.
- E 3065 COM(2005) 0690 Proposition de décision-cadre relative à l'organisation et au contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les Etats membres.
- E 3066 COM(2005) 0695 Proposition de décision du Conseil relative à la transmission d'informations résultant des activités des services de sécurité et de renseignement en ce qui concerne les infractions terroristes.
- E 3067 COM(2005) 0589 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information.
- E 3068 PESC
ZIMBABWE
2006/1
Projet de position commune du Conseil renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe.

- E 3069 COM(2006) 0015 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation et à la gestion des inondations.
- E 3070 COM(2005) 0689 Proposition de règlement du Conseil modifiant les règlements (CE) n° 6/2002 et (CE) n° 40/94 en vue de donner effet à l'adhésion de la Communauté européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels.
- E 3071 COM(2005) 0698 Proposition de règlement du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires.

Annexe n° 4 :

**Echange de lettres concernant les textes ayant fait l'objet
d'un accord tacite de l'Assemblée nationale**

*Ministère
des
Affaires Etrangères*

*Le Ministre Délégué
chargé des Affaires Européennes*

République Française

Paris, le 12 AVR. 2000

DAB/JC/BS/N° 6882

Monsieur le Président, *Clc Alain*,

Je souhaiterais attirer votre attention sur l'application de l'article 88-4 de la Constitution aux demandes de dérogations fiscales présentées par les Etats membres. La procédure actuellement en vigueur génère quelques lourdeurs, tenant pour la plupart à la spécificité du processus d'adoption de ces documents, que je vous propose de corriger.

Les directives 77/388/CEE et 92/81/CEE du Conseil prévoient, dans leurs articles 27 et 8, paragraphe 4, des procédures d'autorisation des mesures dérogatoires. Cette autorisation est donnée par décision tacite du Conseil à l'issue d'un délai de deux mois à compter de la lettre de notification de la Commission. Toutefois, si la Commission ou un Etat membre en fait la demande, une proposition de décision formelle présentée par la Commission, et qui interrompt le délai de deux mois, doit être adoptée par le Conseil à l'unanimité.

Dans le cadre de la procédure de l'article 88-4, les assemblées sont saisies des lettres de notification de la Commission, que le Conseil d'Etat, de jurisprudence constante, considère toujours de nature législative. Puis, elles le sont de nouveau pour les propositions formelles de la Commission. Ainsi les Délégations sont contraintes d'examiner la même mesure dérogatoire à deux intervalles différents et sous deux formes différentes (mais au contenu souvent identique).

Afin de proposer une simplification de la procédure conforme à l'esprit et de l'article 88-4 de la Constitution et du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, le Gouvernement pourrait tout d'abord s'engager à saisir désormais directement votre Assemblée des lettres de notification de la Commission, sans consultation du Conseil d'Etat. Cette modification répondrait ainsi au souhait exprimé par votre Délégation lors de la réunion du 24 février dernier, d'une saisine rapide du Parlement.

Monsieur Alain BARRAU
Président de la délégation pour l'Union européenne Assemblée Nationale
126, rue de l'Université
75355 PARIS CEDEX 07 S.P.

La nouvelle procédure pourrait également consister à ne plus vous transmettre la proposition formelle de décision lorsque celle-ci ne présente pas de différences substantielles avec la demande initiale telle que notifiée par la Commission. Ainsi, lorsque ces deux versions sont rigoureusement identiques, la seconde serait envoyée au seul titre de la loi Josselin. A titre d'exemple, la proposition E 1419 reprend à l'identique le contenu des propositions E 1383 à E 1386, comme vous venez de le constater lors de votre réunion du 30 mars.

Par ailleurs, je souhaiterais vous informer de la volonté du Gouvernement de transmettre désormais, au titre de la clause facultative de l'article 88-4 de la Constitution, les demandes présentées par les autorités françaises qui, par définition, ne leur sont pas notifiées par la Commission. Cette mesure permettrait d'améliorer l'information du Parlement sur ces demandes qui, jusqu'à présent, sont considérées par le Conseil d'Etat comme sans objet au regard du partage loi-règlement de la Constitution.

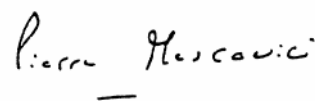
D'autre part, et afin de tenir compte des observations souvent formulées par les membres de votre Délégation, qui s'étonnent d'une transmission au titre de l'article 88-4 de ces demandes de dérogations fiscales dépourvues de toute incidence sur la concurrence, le droit communautaire ou le droit national, je me permets également de vous proposer d'instaurer une procédure allégée de consultation ne nécessitant pas l'instruction systématique de toutes les demandes de dérogations fiscales.

Ainsi, nous pourrions convenir d'un système dans lequel les assemblées continueraient d'être saisies systématiquement au titre de l'article 88-4, de ces demandes de dérogations ; à défaut, pour elles, d'avoir manifesté leur intérêt dans un délai d'un mois, le gouvernement pourrait lever la réserve d'examen parlementaire et se prononcer, le cas échéant, sur la demande. Cette solution permettrait de continuer à assurer la consultation des assemblées tout en leur permettant d'effectuer un tri parmi les dérogations pour n'instruire que celles qui leur paraîtraient présenter un intérêt.

Je souhaiterais recueillir vos observations sur l'ensemble de ces propositions, qui me semblent améliorer de façon notable la procédure de consultation parlementaire sur les demandes de dérogations fiscales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Amicalement,


—
Pierre MOSCOVICI



DÉLÉGATION
POUR L'UNION EUROPÉENNE

LE PRÉSIDENT

d386/EM

Paris, le 3 mai 2000

Monsieur le Ministre, *cher Pierre,*

Par lettre en date du 12 avril, vous avez bien voulu attirer mon attention sur l'application de l'article 88-4 de la Constitution aux demandes de dérogations fiscales présentées par les Etats membres.

La procédure en vigueur étant caractérisée par une certaine lourdeur, vous proposez des mesures de simplification, que j'ai évoquées devant la Délégation et qui appellent les observations suivantes.

1. Vous suggérez à juste titre que le Gouvernement saisisse directement l'Assemblée des lettres de notification de la Commission, sans consultation préalable du Conseil d'Etat. En effet, l'avis de la haute juridiction sur ces lettres se borne invariablement à indiquer qu'elles relèvent du domaine législatif. De surcroît, cette mesure permettrait à la Délégation de faire part de son avis plus rapidement.

2. Je ne peux qu'approuver également l'idée de ne plus soumettre à l'Assemblée les propositions de décision du Conseil identiques à celles contenues dans les lettres de notification précédemment soumises à la procédure de l'article 88-4. Les propositions de décision seraient toutefois transmises à l'Assemblée, pour son information, conformément aux dispositions de la loi du 10 mai 1990 insérées à l'article 6^{bis} de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. Il est en effet inutile que la Délégation procède deux fois de suite à l'examen formel des mêmes textes. Je pense toutefois que cette mesure de simplification devrait concerner plus précisément *les propositions ne contenant pas de modification de fond*, plutôt que celles ne présentant pas de " différences substantielles " par rapport aux demandes initiales.

M. Pierre MOSCOVICI
Ministre délégué chargé des affaires européennes
37, quai d'Orsay
75351 PARIS

3. Soumettre à l'Assemblée, au titre de la clause facultative de l'article 88-4 de la Constitution, les demandes présentées par les autorités françaises me paraît une mesure de bonne administration, pleinement conforme à l'objectif de la disposition constitutionnelle.

4. Je suis enfin favorable à la suggestion consistant à instaurer un accord implicite sur les demandes de dérogation dépourvues d'incidence sur la concurrence, le droit communautaire ou les intérêts nationaux : le Gouvernement pourrait lever la réserve d'examen parlementaire si, dans le délai d'un mois à compter de la réception de ces demandes par l'Assemblée, celle-ci n'a pas manifesté d'intérêt pour le texte. Cette mesure permettrait à la Délégation de n'instruire formellement que les demandes revêtant une portée significative ou soulevant une difficulté particulière.

Telles sont les considérations qui me conduisent, après délibération de la Délégation, à souscrire pleinement aux modifications que vous proposez d'apporter à la procédure d'examen des dérogations fiscales.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma parfaite considération.

Bien amicalement,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by 'Barrau', written over two parallel diagonal lines.

Alain BARRAU